



Arrêt

n° 287 433 du 11 avril 2023
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître A. VALCKE
Rue de l'Aurore 34
1000 BRUXELLES

contre:

l'État belge, représenté par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 avril 2022, par X, alias X, alias X, qui déclare être de nationalité britannique, tendant à l'annulation de la « *décision de refus du statut de bénéficiaire de l'accord de retrait* » (annexe 59), prise à son encontre le 21 mars 2022.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 28 avril 2022 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 20 octobre 2022 convoquant les parties à l'audience du 21 novembre 2022.

Entendu, en son rapport, J. MAHIELS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. VALCKE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me K. de HAES *loco* Me S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. La partie requérante a signalé sa présence en Belgique le 19 décembre 2019.

1.2. Le 24 novembre 2021, la partie requérante a introduit une demande de carte de séjour en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants, en qualité de bénéficiaire de l'Accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (ci-après : l'Accord de retrait).

En date du 21 mars 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de droit de séjour de plus de trois mois.

Cette décision, qui lui a été notifiée le 24 mars 2022, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« L'intéressée ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en tant que bénéficiaire de l'accord de retrait ou du droit ou le renouvellement du droit au petit trafic frontalier en tant que bénéficiaire de l'accord de retrait :

En date du 24/11/2021, l'intéressée a introduit une demande de statut de bénéficiaire de l'accord de retrait en qualité de titulaire de moyens de subsistance suffisants. A l'appui de sa demande, elle a notamment produit un passeport britannique en cours de validité, un extrait de casier judiciaire apostillé, un mail relatif à la location et au paiement d'une chambre à Mons par le biais du site Roomlala, un contrat de consultance conclu entre la société « [L. A. I. C.] », basée au Royaume-Uni et « [C. S. S. L.] », la société de l'intéressée, également basée au Royaume-Uni, un certificat de déclaration de Limosa, deux annexes 15 datées respectivement du 19/12/2019 et du 09/12/2020 ainsi que des fiches de paie.

Conformément à l'article 69undecies, §1, alinéa 1, 1° de l'arrêté royal du 08/10/1981, ne peuvent être bénéficiaires de l'accord de retrait que des ressortissants du Royaume-Uni qui ont exercé leur droit de séjour en Belgique avant la fin de la période de transition conformément au droit de l'Union et qui y ont poursuivi leur séjour conformément à l'article 10, paragraphe 1, sous b) de l'accord de retrait. Cette période de transition est définie à l'article 126 de l'accord de retrait et s'étend de la date d'entrée en vigueur de cet accord jusqu'au 31/12/2020.

Or, bien que l'intéressée ait produit un mail confirmant la location et le paiement d'une chambre à Mons via le site Roomlala, cela ne suffit pas à démontrer qu'elle y avait établi sa résidence principale. Au contraire, la délivrance d'une annexe 15 à la requérante en date du 09/12/2020 démontre qu'elle avait la volonté de garder sa résidence principale au Royaume-Uni tout en travaillant en Belgique. En outre, il est à noter que la seule adresse la concernant mentionnée dans le cadastre Limosa est une adresse au Royaume-Uni, mise à jour le 10/10/2019 et jamais changée depuis. Dès lors, l'intéressée ne prouve pas qu'elle a exercé son droit à la libre circulation sur le territoire du Royaume avant la fin de la période de transition et ne peut donc pas se prévaloir du statut de bénéficiaire de l'accord de retrait en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants.

Par ailleurs, bien qu'elle ait produit des annexes 15 lui ayant été délivrées par la commune de Mons en date du 19/12/2019 et du 09/12/2020, l'intéressée ne peut se prévaloir [sic] du statut de travailleur frontalier au sens de l'accord de retrait. En effet, conformément à l'article 69undecies, §1, alinéa 1, 2° de l'arrêté royal précité, peuvent bénéficier de l'accord de retrait les ressortissants du Royaume-Uni qui travaillaient comme travailleurs frontaliers au sens de l'article 9, sous b), en Belgique avant la fin de la période de transition.

Or la requérante n'a jamais travaillé en Belgique comme frontalier au sens de l'article 9, sous b) de l'accord de retrait. De fait, les documents fournis démontrent qu'elle exerçait son activité en Belgique en tant que prestataire de services sous le statut de travailleur détaché (par le truchement d'une société basée au Royaume-Uni à savoir « [C. S. S. L.] ») et non comme frontalier au sens de l'accord de retrait et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

En effet, l'article 9, sous b) de l'accord de retrait stipule que dans le cadre dudit accord, la notion de frontalier vise le ressortissant du Royaume-Uni qui exerce une activité économique conformément à l'Article 45 ou 49 du TFUE dans un ou plusieurs États dans lesquels il ne réside pas, c'est-à-dire qui exerce un emploi dans un État membre conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux de cet État (article 45 du TFUE) ou qui exerce dans un État membre une activité non salariée dans les conditions définies par la législation de cet État pour ses propres ressortissants (article 49 du TFUE).

La libre prestation des services ou détachement (article 56 du TFUE) n'est donc pas protégée par l'accord de retrait dont l'objectif est de sauvegarder les droits acquis sur base de la libre circulation des personnes (articles 21, 45 et 49 du TFUE).

En l'espèce, l'intéressée n'a pas apporté la preuve qu'elle exerçait une activité salariée en Belgique conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des

travailleurs nationaux. Au contraire, les documents produits attestent d'une prestation de service en tant que travailleur détaché confirmée par la production d'un certificat de déclaration de Limosa.

Dès lors, l'intéressé [sic] ne remplit pas les conditions pour se voir délivrer une carte de séjour pour bénéficiaire de l'accord de retrait (carte M) et ne peut se prévaloir du droit au petit trafic frontalier en tant que bénéficiaire de l'accord de retrait (carte N) ».

2. Procédure.

Conformément à l'article 39/81, alinéas 5 et 7, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens.

3. Exposé des moyens d'annulation (exposé tiré du mémoire de synthèse de la partie requérante – reproduction littérale des termes de ce mémoire, sauf, en principe, les soulignements opérés par la partie requérante et sauf indication contraire).

Remarque préalable : le Conseil précise que les notes de bas de page figurant dans les écrits de la partie requérante sont ici omises même s'il en sera évidemment tenu compte dans l'examen du recours.

La partie requérante prend un **moyen unique** de la violation :

« - des articles 9(b), 10.1, 13.1, 18.1, points e), k), o) et r), 19.1, 21 et 24.3 de l'Accord de retrait, de l'article 45 TFUE,
- des articles 7.1(b), 8.3, 15 et 31 de la directive 2004/38,
- de l'article 47 de la Charte des Droits Fondamentaux,
- des principes généraux de primauté, d'effet direct, de proportionnalité, d'effet utile, de bonne administration et du droit d'être entendu en droit de l'Union européenne,
- des articles 40 §4, 2° et 47/5 de la loi du 15 décembre 1980,
- des articles 50, § 2, 4° et 69duodecies, §3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981,
- des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs,
- des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'obligation de diligence et de prudence dans la prise de décision, et du défaut de prendre en compte l'ensemble des éléments pertinents du dossier ;
ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation ».

3.1.1. Dans une **première branche** du moyen, la partie requérante indique qu'elle invoque « la violation des règles suivantes :

- l'article 10.1, point b) de l'Accord de retrait ;
- l'article 13.1 de l'Accord de retrait, lu en combinaison avec l'article 7.1(b) de la directive 2004/38 qui est transposé en droit belge par l'article 40, §4, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980
- l'article 18.1 point e) de l'Accord de retrait ;
- l'article 18.1, point k) de l'Accord de retrait, lu en combinaison avec l'article 8.3 de la directive 2004/38 qui est transposé en droit belge par l'article 40, §4, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980 et l'article 50, § 2, 4° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ;
- l'article 47/5, § 1er de la loi du 15 décembre 1980 ;
- l'article 69duodecies, §3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ;
- les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs ;
ainsi que l'existence de l'erreur manifeste d'appréciation ».

La partie requérante relève que « la partie adverse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire à l'encontre de la requérante au motif qu'elle n'aurait pas fourni la preuve qu'elle a exercé son droit à la libre circulation sur le territoire belge avant le 31.12.2020 et ne peut se prévaloir du statut de bénéficiaire de l'accord de retrait en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants, sans tenir compte de tous les éléments de preuve qui figuraient au dossier administratif ».

Elle soutient que, pourtant, « les éléments qui figurent au dossier administratif suffisent à établir que la requérante disposait pendant la période de transition qui a pris fin le 31.12.2020 de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système belge d'aide sociale et d'une assurance maladie et qui lui permettaient en conséquence de justifier d'un droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants ; Que pendant la période de transition qui a pris fin le 31.12.2020, le droit de l'Union restait pleinement applicable aux ressortissants britanniques qui résidaient sur le territoire belge en application de l'article 127.1 de l'Accord de retrait ; Qu'il s'ensuit que les citoyens britanniques continuaient à bénéficier d'un droit de séjour en tant que citoyen de l'Union pendant la période de transition et ce jusqu'au 31.12.2020 ; Qu'il est opportun de se référer aux enseignements de la Cour de Cassation sur le caractère purement déclaratif des titres de séjour octroyés aux citoyens européens pour les besoins de l'article 12bis du Code de la nationalité belge car celle-ci a une incidence directe sur la période pendant laquelle la requérante n'était pas en possession d'un titre de séjour »

Elle cite alors un extrait des arrêts de la Cour de Cassation n° C.20.0224.NC. et C.20.0226.N du 7 décembre 2020.

Elle indique que « cette jurisprudence nous enseigne que le droit de séjour de plus de trois mois des citoyens européens existe indépendamment de la délivrance d'une carte de séjour (« carte E ») ou même de l'introduction d'une demande d'enregistrement (« annexe 19 ») ».

La partie requérante poursuit dans les termes suivants :

« Que cette jurisprudence est de nature à s'appliquer aux bénéficiaires de l'Accord de retrait pendant toute la période de transition prévue par l'article 126 de cet accord ;

Que l'article 10.1, point b) de l'Accord de retrait qui délimite le champ d'application personnel de cet accord confirme qu'il a vocation à s'appliquer au bénéfice des ressortissants britanniques qui ont exercé leur droit de séjour dans un État membre conformément au droit de l'Union avant la fin de la période de transition, à savoir le 31.12.2020, et qui continuent d'y résider par la suite ;

Que dans son article 13.1 intitulé « Droits de séjour » l'Accord de retrait prévoit que les citoyens britanniques continuent de bénéficier du droit de séjour conformément aux dispositions qui régissent le droit de la libre circulation des personnes dans les termes suivants :

« les ressortissants du Royaume-Uni ont le droit de séjourner dans l'État d'accueil dans les limites et conditions énoncées aux Articles 21, 45 ou 49 du TFUE et à l'Article 6, paragraphe 1, à l'Article 7, paragraphe 1, point a), b) ou c), à l'Article 7, paragraphe 3, à l'Article 14, à l'Article 16, paragraphe 1, ou à l'Article 17, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE » [...]

Que l'article 13.1 de l'Accord de retrait renvoie à l'article 7.1, point b) de la directive 2004/38 qui accorde aux citoyens européens un droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants :

« 1. Tout citoyen de l'Union a le droit de séjourner sur le territoire d'un autre État membre pour une durée de plus de trois mois : [...]

b) s'il dispose, pour lui et pour les membres de sa famille, de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'État membre d'accueil au cours de son séjour, et d'une assurance maladie complète dans l'État membre d'accueil ; [...] » [...]

Qu'aucune disposition de l'Accord de retrait ou de la directive 2004/38 - ni d'ailleurs de la loi du 15 décembre 1980 ou de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 - n'interdit qu'un travailleur détaché ne puisse revendiquer le droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de ressources suffisants ;

Qu'en outre l'article 19.1 de l'Accord de retrait, un bénéficiaire de l'accord peut à tout moment changer de statut sans que ceci n'affecte son droit de séjour dans l'État d'accueil : « [l]e droit des citoyens de l'Union et des ressortissants du Royaume-Uni, ainsi que des membres de leur famille respective, de se prévaloir directement de la présente partie n'est pas affecté lorsqu'ils passent d'un statut à un autre, par exemple étudiant, travailleur salarié, travailleur non salarié et personne économiquement inactive » [...]

Que par ailleurs selon la Note d'orientation de la Commission européenne relative à l'accord (Deuxième partie - Droits des citoyens, 2020/C 173/01), les droits qui découlent de l'article 56 TFUE ne tombent pas dans le champ d'application de l'Accord de retrait : « [...] L'accord ne confère aucun droit aux travailleurs détachés de rester dans l'Etat d'accueil après la fin de la période de transition »

Que cette interprétation concerne uniquement l'article 56 TFUE relatif à la libre prestation des services et est sans incidence sur l'application des autres dispositions de l'Accord de retrait et sur la base desquelles un travailleur détaché pourrait invoquer un droit de séjour de plus de trois mois, y compris l'article 13.1 de l'Accord de retrait qui renvoie à l'article 7.1(b) de la directive 2004/38 en ce qui concerne le droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants ;

Que le site internet de la Commission européenne confirme que tout citoyen européen – et par conséquent tout bénéficiaire de l'Accord de retrait – a un droit de séjour de plus de trois mois en tant que travailleur détaché :

« Vous avez le droit de résider dans tout pays de l'UE dans lequel vous travaillez comme salarié, indépendant ou travailleur détaché. »

Que cette interprétation est d'ailleurs partagée par la partie adverse étant donné que le site internet de l'Office des Étrangers confirme que « [...] en tant que travailleur détaché [...] vous pouvez demander le statut de bénéficiaire de l'accord en une autre qualité, en tant que personne disposant de ressources suffisantes si vous avez des revenus suffisants [...] » [...] dans la section du site dédiée aux questions fréquemment posées sur le Brexit :

[...]

Qu'il en va de même en ce qui concerne l'interprétation donnée par l'administration communale de la Ville de Mons dans son avis juridique du 24.03.2021 (pièce 13) qui confirme clairement que les travailleurs détachés peuvent demander leur enregistrement en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants (l'extrait pertinent est reproduit ci-dessous) :

[...]

Qu'en outre cet avis contient aussi le texte que l'administration communale est censée envoyer par courrier électronique à toute personne qui introduit une demande pour le statut de bénéficiaire de l'accord de retrait en tant que travailleur détaché et dont la teneur confirme qu'un tel travailleur rentre bien dans le cadre personnel de cet accord :

[...]

Que par ailleurs la requérante tombe forcément dans le champ d'application personnel de l'Accord de retrait du simple fait de sa présence sur le territoire national avant la fin de la période de transition conformément à l'article 10.1, point b) de l'Accord de retrait ;

Que selon la Note d'orientation de la Commission européenne relative à l'accord, toutes les personnes qui sont présentes sur le territoire de l'État membre d'accueil – ne serait-ce même que pour un jour – tombent dans le champ d'application personnel de l'Accord de retrait :

« L'ensemble des situations où le droit de séjour découle des règles de l'Union en matière de libre circulation sont couvertes. Cela comprend tout droit de séjour, qu'il soit permanent ou non, quelle que soit sa durée (par exemple, arriver dans l'État d'accueil une semaine avant la fin de la période de transition et y résider en tant que demandeur d'emploi en vertu de l'article 45 TFUE suffit) et quelle que soit la qualité en laquelle ces droits sont exercés (en tant que travailleur salarié, travailleur non salarié, étudiant, demandeur d'emploi, etc.). » [...]

Qu'en outre en vertu de l'article 18.1, point k) de l'Accord, les autorités nationales ne peuvent imposer d'exigences documentaires à la charge des demandeurs qui vont au-delà de ceux qui sont visés à l'article 8.3 de la directive 2004/38 pour démontrer qu'ils remplissent les conditions relatives au droit de séjour en tant que titulaires de moyens de subsistance suffisants :

« k) l'État d'accueil peut uniquement exiger des citoyens de l'Union et des ressortissants du Royaume-Uni qu'ils présentent, en plus des documents d'identité visés au point i) du présent paragraphe, les pièces justificatives suivantes visées à l'Article 8, paragraphe 3, de la directive 2004/38/CE:

[...] ii) lorsqu'ils séjournent dans l'État d'accueil conformément à l'Article 7, paragraphe 1, point b), de la directive 2004/38/CE en tant que personnes économiquement inactives, la preuve qu'ils disposent de ressources suffisantes pour eux-mêmes et les membres de leur famille afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'État d'accueil au cours de leur séjour, et d'une assurance maladie complète dans l'État d'accueil ; » [...]

Que par ailleurs les autorités l'État d'accueil sont tenues d'éviter tout formalisme excessif qui pourrait poser un obstacle à la reconnaissance du droit de séjour conformément à l'article 18.1 point e) de l'Accord de retrait qui dispose que « l'État d'accueil veille à ce que les procédures administratives relatives aux demandes soient fluides, transparentes et simples, et à ce que toute charge administrative inutile soit évitée » et ce afin de faciliter la tâche au demandeur du statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait ;

Que les dispositions de l'Accord de retrait sont revêtues d'effet direct comme le confirme l'article 4.1, deuxième alinéa, de cet accord : « les personnes physiques ou morales peuvent en particulier se prévaloir directement des dispositions contenues ou visées dans le présent accord qui remplissent les conditions de l'effet direct en vertu du droit de l'Union » et ce qui implique comme le rappelle l'article 4.2 de ce même accord « la capacité dont doivent disposer [l]es autorités judiciaires et administratives [d'un État membre] d'écarter l'application de dispositions contradictoires ou incompatibles, au moyen du droit primaire national » ;

Que les articles 13.1, 18.1, points e) et k) et 19.1 de l'Accord de retrait disposent d'un effet direct dès lors qu'ils contiennent des obligations précises, claires, inconditionnelles, et qui n'appellent pas de mesures complémentaires de la part des États membres (voir en ce sens, CJUE, arrêt Van Gend en Loos du 5 février 1963, affaire 26/62) ;

Que l'article 47/5, § 1er de la loi du 15 décembre 1980 dispose à son tour que « [l]es dispositions du chapitre I et Ibis concernant le long séjour, le séjour permanent et la fin de séjour applicable aux citoyens de l'Union et leurs membres de la famille, sont applicables aux bénéficiaires de l'accord de retrait sauf dispositions contraires dans cet accord ou cette loi » ;

Que l'article 47/5 §6 de la loi du 15 décembre 1980 vise les personnes qui n'étaient pas titulaire d'un titre de séjour au moment de l'introduction de leur demande de statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait et renvoie à l'article 18.1, point k) de l'Accord de retrait en ce qui concerne les modes de preuve à fournir à l'appui d'une telle demande :

« § 6. Les personnes visées à l'article 10, paragraphe 1er, point b), de l'accord de retrait qui peuvent prouver qu'elles ont exercé leur droit de séjour sans être titulaires d'un titre de séjour valable doivent fournir la preuve qu'elles résidaient déjà en tant que citoyen Britannique sur le territoire avant la fin de la période de transition et justifier leur demande au moyen de tous les documents visés à l'article 18, paragraphe 1er, point k), de l'accord de retrait. » [...]

Que par ailleurs l'article 7.1, point b) et l'article 8.3, deuxième tiret, de la directive 2004/38 – auxquels se réfèrent les articles 13.1 et 18.1, point k) de l'Accord de retrait – sont transposés en droit belge par l'entremise de l'article 40, §4, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 50, §2, 4° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ;

Que ces dispositions imposent seulement à un demandeur qui revendique le droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants de justifier sa demande au moyen de « la preuve de ressources suffisantes » et d' « une assurance maladie » ;

Que ces dispositions n'imposent aucune obligation à un demandeur qui revendique le droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants de démontrer qu'il a établi « sa résidence principale » en Belgique ou de prouver ses intentions de s'y établir à long terme ;

QU'EN L'ESPÈCE la requérante a commencé à résider en Belgique en octobre 2019 (voir confirmation électronique d'une location sur le site Roomlala ; pièce 6) et à y travailler dans le courant de 2019 (voir annexe 15 ; pièce 4 ; voir aussi contrat de consultance conclu entre « [...] [I.] » et « [...] Limited » en date

du 25.09.2019 avec référence LA05doc [...] et ses avenants tels qu'ils devraient figurer au dossier administratif) ;

Que la requérante a introduit sa demande de statut de bénéficiaire le 24.11.2021 en tant que « titulaire de moyens de subsistance suffisants » (annexe 58 ; pièce 14) et le même jour elle a été mise en possession d'un permis de séjour temporaire (annexe 56 ; pièce 15) ;

Que la position prise par l'Office des Étrangers – selon laquelle un travailleur détaché est en droit de demander son enregistrement en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants – a été relayée verbalement à la requérante lors de ses interactions avec les agents de l'administration communale et explique les raisons pour lesquelles elle a déposé une demande de reconnaissance du statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait ;

Qu'en ce qui concerne le déroulement de la procédure, avant l'introduction de sa demande le 24.11.2021, la requérante a pris contact avec l'administration communale de Saint-Ghislain en septembre 2021 pour signaler le changement de son domicile (voir courrier de la requérante à l'AC du 23.09.2021 ; pièce 22) ;

Que par la suite la requérante s'est rendue en personne à l'administration communale de Saint-Ghislain le 24.11.2021 pour y déposer sa demande en tant que « titulaire de moyens de subsistance suffisants » (voir annexe 58 ; pièce 14) ;

Que l'annexe 58 dressée par l'agent traitant du service des étrangers de l'administration communale de Saint-Ghislain (pièce 14) ne mentionne nullement le fait que la requérante devait fournir la preuve de disposer de ressources suffisantes et une assurance maladie en tant que « titulaire de moyens de subsistance suffisants » : [...]

Que par la suite la requérante a répondu à tous les messages qui lui ont été envoyés par l'administration communale pour lui demander de fournir des documents supplémentaires (voir par exemple correspondance avec l'AC du 02.12.2021 ; pièce 23) ;

Que l'agent traitant de l'administration communale a demandé à la requérante de fournir la preuve qu'elle « était sur le territoire belge avant le 31/12/2020 » mais est resté à défaut de lui indiquer avec précision quels documents il lui étaient nécessaire de fournir mis à part son annexe 15 (voir correspondance avec l'AC du 02.12.2021 ; pièce 24) ;

Que les documents versés à l'appui de la demande de la requérante et qui figurent au dossier administratif comprennent des documents qui établissent qu'elle travaille en Belgique en tant que membre du personnel contractuel de la « [...] » (l'Agence [...] de l'OTAN) (voir mémo interne [...] ; pièce 17) ; [...]

Qu'en outre la décision attaquée confirme que la requérante a fourni des fiches de paie pour les mois de décembre 2020 à mars 2021 (voir fiches de paie qui devraient figurer au dossier administratif ; pièce 25) ;

Que pour rappel c'est l'administration communale de Saint-Ghislain qui a donné instruction à la requérante de seulement fournir ces quatre fiches de paie (voir annexe 58 ; pièce 14) et la requérante n'a jamais reçu de communication par la suite pour l'informer qu'elle était aussi censée les fournir pour les autres mois de l'année 2020 ;

Que les fiches de paie de la requérante confirment qu'elle perçoit une rémunération mensuelle en tant que salariée de son entreprise personnelle « [...] Limited » d'environ £ 800.00 par mois, soit l'équivalent de € 960 par mois (voir aussi tableau récapitulatif des fiches de paie pour les mois de mai 2019 à mars 2022 ; pièce 26) ;

Que la requérante est aussi affilié au système de santé britannique – la « National Health Service » et qu'elle détient une carte européenne d'assurance maladie qui lui permet d'obtenir une aide médicale en Belgique conformément aux dispositions contenues dans les Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (voir « European Health Insurance Card » valable jusqu'au 30.01.2023 qui devrait figurer au dossier administratif ; pièce 27) ;

Que cependant il semble que l'administration communale de Saint-Ghislain a commis une erreur car il n'y a aucune mention de sa carte européenne d'assurance maladie dans l'annexe 58 (voir absence de toute

mention de cet élément dans l'annexe 58 ; pièce 14) et aucune mention de l'absence (sic) de preuve d'une assurance maladie par la partie adverse dans la décision attaquée (annexe 59 ; pièce 1) ;

Que par ailleurs, ni l'administration communale de Saint-Ghislain ni la partie adverse n'ont jamais demandé à la requérante de fournir la preuve d'une assurance maladie alors même qu'elle revendique un droit de séjour en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants ;

Qu'il ne pourrait donc pas être valablement reproché à la requérante de ne pas avoir versé la preuve d'une assurance maladie au dossier administratif ;

Qu'en outre, tel qu'il ressort des déclarations Limosa qui devraient figurer au dossier administratif, la requérante est salariée de l'entreprise britannique « [...] Limited » et dépend donc du régime britannique de sécurité sociale ;

Que dans ces conditions il en résulte que la requérante est restée affiliée au régime britannique de sécurité sociale tout au long de son séjour en Belgique et dépend du système de santé britannique – la « National Health Service » – qui reste responsable des frais de soins de santé occasionnés lors de son séjour en Belgique conformément aux dispositions contenues dans les Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale ;

Que cette situation suffit pour établir que la requérante disposait d'une assurance maladie valable en Belgique ;

Que ces documents établissent sans équivoque que la requérante rentrait dans les conditions mises au droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants pendant la période de transition qui a pris fin le 31 décembre 2020 ;

Que la requérante a aussi fourni un extrait de casier judiciaire qui a été délivré par les autorités britanniques et qui est revêtu d'une apostille tel que visé à l'article 47/5, § 4 de la loi du 15 décembre 1980 (pièce 28) ;

Que par ailleurs l'annexe 58 que l'autorité communale a délivré à la requérante (pièce 14) a créé une confiance légitime que tous les documents qu'elle a présenté à l'appui de sa demande étaient suffisants pour obtenir le statut de bénéficiaire de l'Accord en vertu du paragraphe suivant qui liste de manière exhaustive tous les documents que la requérante était censée fournir afin de compléter son dossier : [...]

Que ces éléments qui ont été fournis par la requérante en 2021 et qui devraient figurer au dossier administratif établissent qu'elle a un revenu stable et régulier qui lui permet de disposer de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système belge d'aide sociale (pièce 25) et d'une assurance maladie (tel qu'il ressort des déclarations Limosa et du fait du maintien de son affiliation au régime britannique de sécurité sociale tout au long de son séjour en Belgique) ;

Que ces éléments sont de nature à prouver sans ambiguïté que la requérante était présente sur le territoire belge et y a exercé son droit à la libre circulation de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants avant la fin de la période de transition telle que prévue par l'Accord de retrait à savoir le 31.12.2020 ;

Que par ailleurs la requérante a continué à disposer de ces ressources et d'une assurance maladie tout au long de l'année 2021 comme le confirment les autres pièces qui devraient figurer au dossier administratif ;

Que dans ces conditions, c'est à tort que la partie adverse a considéré que « l'intéressée ne prouve pas qu'elle a exercé son droit à la libre circulation sur le territoire du Royaume avant la fin de la période de transition » étant donné que cette constatation factuelle n'est pas exacte au vu des éléments qui figurent au dossier administratif et que la conclusion que la requérante « ne peut se prévaloir du statut de bénéficiaire de l'accord de retrait en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants » qu'en déduit l'autorité administrative est manifestement déraisonnable ;

Que cette motivation ne peut être considérée comme suffisante, dès lors qu'elle ne permet nullement de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d'espèce, la partie adverse estime que la requérante n'aurait pas fourni la preuve qu'elle dispose de ressources suffisantes et d'une assurance maladie afin de

lui permettre d'obtenir la reconnaissance de son droit séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants (voir en ce sens, CCE n° 226 529 du 28 février 2018);

Que le motif selon lequel « l'intéressée ne prouve pas qu'elle a exercé son droit à la libre circulation sur le territoire du Royaume avant la fin de la période de transition » ne semble être qu'une position de principe de la partie adverse, sans aucune appréciation de tous les éléments particuliers de la situation de la requérante tels qu'ils sont reflétés par les documents versés au dossier administratif, vu l'absence de toute discussion ou prise en compte réelle par la partie adverse des preuves que la requérante a fourni et qui démontrent qu'elle est titulaire de moyens de subsistance suffisants ;

Qu'en outre la partie adverse a aussi commis une erreur manifeste d'appréciation en considérant que « la délivrance d'une annexe 15 à la requérante en date du 09/12/2020 démontre qu'elle avait la volonté de garder sa résidence principale au Royaume-Uni tout en travaillant en Belgique » étant donné qu'il est de jurisprudence constante de la Cour de Justice que les intentions qui ont pu inciter une personne à exercer son droit de séjour de plus de trois mois dans l'État membre d'accueil ne doivent pas être prises en considération (CJUE, arrêts du 21 février 2013, affaire C-46/12 L. N. contre Styrelsen, point 47, du 23 septembre 2003, affaire C-109/01 Akrich, point 55, et du 23 mars 1982, affaire 53/81 Levin, points 21 et 22) ;

Que par ailleurs le fait que la requérante ait conclu un bail de résidence principale à partir du 01.09.2020 (pièce 8) – portant l'indication claire que « le présent bail est destiné à usage de résidence principale » – contredit la constatation de la partie adverse selon laquelle « la délivrance d'une annexe 15 à la requérante en date du 09/12/2020 démontre qu'elle avait la volonté de garder sa résidence principale au Royaume-Uni » ;

Que ce bail devrait figurer au dossier administratif étant donné que la requérante a fait l'objet d'une vérification de la réalité de sa résidence par l'agent de police de quartier en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers (voir la confirmation par la requérante qu'elle a fait l'objet d'une enquête de résidence par l'agent de quartier en novembre 2021 ; pièce 29) ;

Que, pour rappel, selon l'article 16 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers, la détermination de la « résidence principale » d'une personne se fonde sur une situation de fait, c'est-à-dire la constatation d'un séjour effectif dans une commune durant la plus grande partie de l'année ;

Que la notion de résidence principale fait l'objet d'une explication dans les Instructions générales du Service Public Fédéral Intérieur concernant la tenue des registres de la population, page 16 :

[...]

Que dès lors la constatation positive de résidence principale par l'agent de quartier – qui a forcément eu lieu au moment de la déclaration de son domicile situé à 7332 Saint-Ghislain, rue [...] auprès de l'administration communale de Saint-Ghislain (pièces 22 et 29) – est la preuve suffisante et déterminante de la réalité de la résidence principale de la requérante en Belgique de sorte que la partie adverse ne pouvait ignorer cette information (voir en ce sens CCE n° 258 463 du 20 juillet 2021) ;

Que de plus la partie adverse a commis une autre erreur manifeste d'appréciation en considérant qu'« il est à noter que la seule adresse la concernant mentionnée dans le cadastre Limosa est une adresse au Royaume Uni, mise à jour le 10/10/2019 et jamais changée depuis » étant donné que l'adresse reprise est celle du siège social de l'entreprise déclarante et non une adresse de domicile ;

Que pour rappel, selon l'article 139 de la Loi-programme (I) du 27 décembre 2006, c'est à l'employeur qu'incombe l'obligation d'effectuer une déclaration in Limosa et non au travailleur détaché :

[...]

Qu'en l'espèce toutes les déclarations de Limosa qui ont été effectuées par l'entreprise « [...] Ltd » mentionnent le numéro d'identification de la Banque-carrefour de la requérante (« numéro bis »), ce qui suffit sans qu'il soit aussi nécessaire d'indiquer l'adresse de son domicile :

Que c'est à tort que la partie adverse a considéré que l'adresse mentionnée dans le cadastre Limosa constitue une preuve supplémentaire que la requérante a maintenu sa résidence principale au Royaume Uni dès lors que cette adresse concerne le siège social de son employeur et non l'adresse du domicile de la requérante ;

Que la partie adverse se contente de se fonder sur ces deux éléments du dossier – la délivrance d'une annexe 15 et l'adresse reprise sur la déclaration de Limosa – pris en isolation des autres éléments pour y déceler la prétendue volonté de la requérante de maintenir sa résidence principale au Royaume Uni, sans pour autant prendre en considération les autres pièces du dossier qui montrent qu'à l'inverse la requérante a bien été effectivement résidente en Belgique pour une période supérieure à trois mois avant le 31 décembre 2020 ;

Que, par ailleurs, il est difficile de suivre le raisonnement de la partie adverse en ce qu'elle tente d'imputer une intention quelconque à la requérante du fait de la délivrance d'une annexe 15, étant donné que ce document a été établi par l'administration communale et non pas par la requérante, qui n'a fait que signer l'annexe au moment où elle s'est présentée pour demander son inscription ;

Que de surcroît pendant toute la période de la pandémie du coronavirus COVID-19, les mesures prises par la [...] impliquent forcément que le domicile de la requérante devait se situer sur le territoire belge pendant toute cette période étant donné que la nature des fonctions de la requérante lui imposait d'être effectivement résidente en Belgique pendant toute la durée de la pandémie [...]

Qu'en outre rien en droit européen n'interdirait à un citoyen européen ou un bénéficiaire de l'Accord de retrait d'être considéré comme résident dans deux États en même temps si cette personne séjourne plus de trois mois dans chacun des États concernés ;

Que dans sa décision attaquée la partie adverse n'aborde donc pas la question de savoir si la requérante rentrait dans les conditions qui sont mises au droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants avant la fin de la période de transition sur la base des articles 47/5 §1 et 40, §4, 3° de la loi du 15 décembre 1980 et/ou des articles 13.1 de l'Accord de retrait et de l'article 7.1(b) de la directive 2004/38 d'examiner si la requérante disposait effectivement de ressources suffisantes et d'une assurance maladie ;

Que cette absence de prise en compte de certains éléments du dossier est d'autant plus frappante dès lors que la partie adverse reconnaît dans sa décision que la requérante « a introduit une demande de statut de bénéficiaire de l'accord de retrait en qualité de titulaire de moyens de subsistance suffisants » [...];

Qu'en agissant de la sorte, en refusant de prendre en compte l'ensemble des éléments qui concernent la situation de la requérante relative au droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants, la partie adverse a méconnu la portée des articles 10.1, 13.1 et 18.1, point k) de l'Accord de retrait, des articles 7.1(b) et 8.3 de la directive 2004/38 et des articles 40, §4, alinéa 1er, 2° et 47/5 §1 et §6 et de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 50, §2, 4° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 et de ce fait a commis une erreur manifeste d'appréciation ;

Que de plus la prise en compte des intentions de la requérante rajoute une condition contra legem qui n'est prévue dans aucune des dispositions de l'Accord de retrait, de la directive 2004/38, de la loi du 15 décembre 1980 ou de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ;

Que si un doute persiste quant à la possibilité pour la requérante d'invoquer le droit de séjour de plus de trois en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait sur base de son activité de travailleur détaché effectuée avant le 31.12.2020 alors qu'elle est titulaire de moyens de subsistance suffisants, sur base des articles 10.1, 13.1, 18.1, points e) et k) et 19.1 de l'Accord de retrait lus en combinaison avec les articles 7.1(b) et 8.3 de la directive 2004/38, il y a lieu de poser une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union sur l'interprétation de ces dispositions dans les termes suivants :

« Les articles 10.1, 13.1, 18.1, points e) et k) et 19.1 de l'Accord de retrait et les articles 7.1(b) et 8.3 de la directive 2004/38, doivent-ils être interprétés et appliqués en ce sens que l'État membre d'accueil, lors de l'inscription d'une personne qui demande le statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait sur base d'un séjour de plus de trois mois dans l'État membre d'accueil ayant débuté avant le 31.12.2020, c'est-à-dire avant la fin de la période de transition, l'autorité

administrative nationale compétente pour la reconnaissance du droit de séjour est sous l'obligation, premièrement, d'accepter qu'un ressortissant britannique tombe dans le champ d'application personnel de l'Accord de retrait même si cette personne y travaille comme travailleur détaché dès lors que cette personne séjourne sur le territoire national pour une période supérieure à trois mois en tant que titulaire de ressources suffisantes, deuxièmement, d'examiner uniquement si cette personne dispose de ressources suffisantes et d'une assurance maladie et de s'abstenir de prendre en considération les intentions qui ont pu inciter cette personne à exercer son droit de séjour de plus de trois mois dans l'État membre d'accueil ou de vérifier si cette personne a établi sa résidence principale dans cet État membre, et troisièmement, de reconnaître que cette personne bénéficie d'un droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de ressources suffisantes dès lors qu'elle apporte la preuve de percevoir une rémunération régulière en tant que travailleur détaché et d'être en possession d'une assurance maladie ? »

3.1.2. En réponse à la note d'observations de la partie défenderesse (Etat belge), en ce qu'elle porte sur la première branche du moyen, la partie requérante fait valoir notamment que :

3.1.2.1.

« [...] la décision attaquée ne contient aucune motivation qui explique les raisons pour lesquelles la partie adverse considère que les éléments de preuve qui figurent au dossier administratif – c'est à dire « un contrat de consultance ... ainsi que des fiches de paie » tels qu'ils sont indiqués dans la décision – ne sont pas suffisantes pour démontrer la requérante disposait de « ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'aide sociale du Royaume au cours de son séjour » eu égard aux dispositions légales applicables ;

Que la motivation contenue dans la décision attaquée selon laquelle « l'intéressée ne prouve pas qu'elle a exercé son droit à la libre circulation sur le territoire du Royaume avant la fin de la période de transition » est donc insuffisante, d'autant plus qu'elle est contredite par de nombreux éléments de preuve qui figurent au dossier administratif et dont avait connaissance la partie adverse au moment où elle a pris sa décision ;

Que la partie ne remet pas en cause que la requérante a effectivement fourni un travail au « SHAPE » situé en Belgique en 2020, comme le confirment explicitement les deux annexes 15 [...] ainsi que ses fiches de paie pour le mois de décembre 2020 [...]

Que ces documents sont des indices probants qui créent une présomption que la requérante disposait d'un revenu stable et régulier qui lui permettait de disposer de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système belge d'aide sociale – du fait de son travail en tant que consultant pour le compte d'une organisation internationale ;

Qu'en outre il ressort du dossier administratif que la requérante a fourni des factures relatives à sa rémunération qui couvrent les trois mois qui précèdent l'introduction de sa demande en 2021 comme preuve qu'il dispose de ressources suffisantes (voir fichier intitulé « F[...] fiches de salaire » contenu en pièce jointe au message de l'administration communale du 25.11.2022 qui figure au dossier administratif sous le fichier numéroté « [F.R.] 75112858236 » ; pièce additionnelle 1) ;

Qu'en particulier, les fiches de paie qui sont mentionnées dans la décision attaquée – qui couvrent la période du 7 décembre 2020 au 29 mars 2021 et du 1er au 22 novembre 2021 – confirment que la requérante a perçu une rémunération mensuelle en tant que salariée de son entreprise [...] Ltd ([...]) d'environ £1.105 (soit environ 1.285 € par mois) pendant cette période (voir fichier intitulé « [F.] fiches de salaire » contenu en pièce jointe au message de l'administration communale du 25.11.2022 qui figure au dossier administratif sous le fichier numéroté « [F. R.] 75112858236 » ; pièce additionnelle 1) ;

Que pour rappel l'annexe 58 dressée par l'agent traitant du service des étrangers de l'administration communale de Saint-Ghislain (pièce 14) qui a donné instruction à la requérante de seulement fournir les « Fiche de salaire de 12/2020, 01/2021, 02/2021 et 03/2021 » en 2021 :

[...]

Que cette pratique, qui consiste à considérer que l'apport des trois dernières fiches de paie suffit à prouver l'existence des ressources dont dispose la requérante, est le reflet des instructions de la partie adverse qui sont destinées aux administrations communales et contenues dans un document intitulé « Syllabus » qui est accessible via l'extranet GEMCOM (<https://gemcom.ibz.be/>) auquel renvoie la Note sur le Brexit :

[...]

Que la décision querellée passe aussi sous silence la question de savoir si la requérante dispose d'une « assurance maladie couvrant l'ensemble des risques dans le Royaume » qui est pourtant l'une des conditions mises au droit de séjour en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants ;

Que pour rappel l'annexe 58 dressée par l'agent traitant du service des étrangers de l'administration communale de Saint-Ghislain (pièce 14) ne mentionne nullement le fait que la requérante devait fournir la preuve de disposer de ressources suffisantes et une assurance maladie en tant que « titulaire de moyens de subsistance suffisants » ;

Que la requérante n'a jamais reçu de communication antérieurement à sa demande – ni d'ailleurs par la suite – qui l'informe qu'elle devait aussi fournir des fiches de paie pour l'année 2020 relative à la période de transition ;

Que si cela avait été le cas, la requérante aurait pu facilement prouver qu'elle a perçu une rémunération similaire tout au long de l'année 2020 par l'intermédiaire de son entreprise [...] Ltd (tableau récapitulatif des fiches de paie pour les mois de mai 2019 à mars 2022; pièce 26), et qu'elle disposait donc de « ressources suffisantes » ;

Qu'en outre la requérante aurait aussi pu prouver qu'elle détient une carte européenne d'assurance maladie (pièce 27) et qu'elle est aussi bénéficiaire d'une police d'assurance maladie conclue auprès de l'assurance « Worldwide Internet Insurance Services Limited t/a CoverForYou » (pièce 39) ;

Qu'en agissant de la sorte, sans permettre à la requérante de corriger cette omission ou cette erreur dans sa demande en fournissant les documents relatifs à ses ressources en 2020 et de la preuve d'avoir une couverture de soins de santé et cela avant de prendre sa décision, la partie adverse a dès lors manqué à son obligation de lui donner « la possibilité de fournir des preuves supplémentaires et de corriger les lacunes, erreurs ou omissions éventuelles » contrairement à ce que prévoit l'article 18.1, point e) de l'Accord de retrait et tel qu'il est exposé de manière plus détaillée dans la deuxième branche du moyen ;

Que ce manquement enfreint aussi le droit de la défense de la requérante en droit belge et en droit de l'Union ;

Que pour rappel, l'article 18,1, point k) dispose que « l'État d'accueil peut uniquement exiger [...] des ressortissants du Royaume-Uni qu'ils présentent, en plus des documents d'identité visés au point i) du présent paragraphe, les pièces justificatives suivantes visées à l'Article 8, paragraphe 3, de la directive 2004/38/CE : [...] ii) lorsqu'ils séjournent dans l'État d'accueil conformément à l'Article 7, paragraphe 1, point b), de la directive 2004/38/CE en tant que personnes économiquement inactives, la preuve qu'ils disposent de ressources suffisantes pour eux-mêmes et les membres de leur famille afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'État d'accueil au cours de leur séjour, et d'une assurance maladie complète dans l'État d'accueil ; » [...] ;

Que, cependant, la décision attaquée ne contient aucune motivation qui viendrait confirmer que les documents versés au dossier administratif par la requérante ont réellement été pris en compte ou qui exposerait les raisons qui ont motivé la partie adverse à conclure que ces éléments ne suffisaient pas à prouver que la requérante disposait de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'aide sociale et d'une assurance maladie au cours de son séjour en Belgique comme l'exigent les dispositions visées dans la première branche du moyen ;

Que ce manque de motivation constitue une violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs et de l'erreur manifeste d'appréciation ;

Que cette absence de motivation constitue aussi une erreur manifeste d'appréciation qui méconnaît les conditions qui s'attachent au droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants tel qu'elles sont contenues aux articles 7.1(b) et 8.3 de la directive 2004/38 lesquels

sont transposés en droit belge par l'article 40, §4, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980 et l'article 50, § 2, 4° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ;

Que dans ces conditions la décision ne fait donc pas apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement qui a poussé la partie adverse à conclure que « l'intéressé ne prouve pas qu'il a exercé son droit à la libre circulation sur le territoire du Royaume avant la fin de la période de transition » étant donné que le dossier administratif met en évidence que la requérante a fourni les preuves de disposer de ressources suffisantes en ce qui concerne l'année 2020 ;

Que par ailleurs la partie adverse semble perdre de vue l'article 10.1(b) de l'Accord de retrait qui précise les personnes qui peuvent en bénéficier (y compris « les ressortissants du Royaume-Uni qui ont exercé leur droit de résider dans un État membre conformément au droit de l'Union avant la fin de la période de transition et qui continuent d'y résider par la suite ») lu en combinaison avec l'article 13.1 dudit accord - intitulé « Droits de séjour » - qui précise que l'exercice du « droit de résider » comprend non seulement le droit de séjour de plus de trois mois sur base de l'article 7.1(b) de la directive 2004/38 (transposé par l'article 40 §4 de la loi du 15 décembre 1980) en tant que travailleur salarié ou titulaire de moyens de subsistance suffisants, mais aussi le droit de séjour jusqu'à trois mois sur base de l'article 6.1 de la directive 2004/38 (transposé par l'article 40 §3 de la loi du 15 décembre 1980) ;

Que dès lors même si Votre Conseil serait amener à considérer que c'est à juste titre que la partie adverse a conclu que la requérante n'a pas fourni la preuve qu'elle avait le droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants avant la fin de la période de transition, la requérante serait en droit d'invoquer le bénéfice du droit de droit de séjour jusqu'à trois mois sur base de l'article 6.1 de la directive 2004/38 auquel renvoie l'article 13.1 de l'Accord de retrait et ainsi satisfaire l'obligation de démontrer qu'elle a exercé son droit de résider avant la fin de la période de transition pour les besoins de l'article 10.1 de l'Accord de retrait ;

Qu'en outre la position de la partie adverse consiste à restreindre la portée de l'article 10 de l'Accord de retrait et d'en limiter le bénéfice aux seules ressortissants britanniques qui justifient d'un séjour de plus de trois mois alors qu'au contraire l'article 13.1 dudit accord confirme de manière explicite que le droit de séjour jusqu'à trois mois sur base de l'article 6.1 de la directive 2004/38 rentre aussi dans le champ d'application matériel de cet accord ; »

3.1.2.2.

La partie requérante réplique également à la note d'observations dans les termes suivants :

« [...] »

Que la position de la partie adverse consiste à introduire une condition supplémentaire afin de pouvoir bénéficier de l'Accord de retrait – c'est-à-dire l'obligation d'avoir introduit une demande de reconnaissance du droit de séjour avant le 31.12.2020 – qui ne trouve aucun fondement dans les dispositions légales applicables, à savoir les articles 10.1 et 13.1 de l'Accord de retrait qui sont mis en oeuvre par l'article 47/5 de la loi du 15 décembre 1980 ;

Que l'imposition d'une telle condition supplémentaire priverait les articles 10.1 et 13.1 de l'Accord de retrait de leur effet utile et irait à l'encontre de l'article 18.1, point e) dudit accord qui oblige la partie adverse à veiller « à ce que les procédures administratives relatives aux demandes soient fluides, transparentes et simples, et à ce que toute charge administrative inutile soit évitée » [...] ;

Que l'interprétation suivie par la partie adverse revient à priver le bénéfice des protections de l'Accord de retrait aux personnes qui ne sont pas titulaires d'un titre de séjour ou qui n'en ont pas fait la demande avant le 31 décembre 2020 et ce contrairement à ce que prévoit l'article 47/5, §6 de la loi du 15 décembre 1980 et qui s'applique aux personnes qui « ont exercé leur droit de séjour sans être titulaires d'un titre de séjour valable doivent fournir la preuve qu'elles résidaient déjà en tant que citoyen Britannique sur le territoire avant la fin de la période de transition » ;

Qu'en outre une telle interprétation serait aussi contraire à l'effet utile de l'article 25 de la directive 2004/38 – qui n'a fait l'objet d'aucune transposition en droit belge – et qui dispose que « La possession d'une attestation d'enregistrement, telle que visée à l'article 8, d'un document attestant l'introduction d'une demande de carte de séjour de membre de la famille, d'une carte de séjour, ou d'une carte de séjour

permanent ne peut en aucun cas constituer une condition préalable à l'exercice d'un droit ou l'accomplissement d'une formalité administrative, la qualité de bénéficiaire des droits pouvant être attestée par tout autre moyen de preuve. » ;

Que par ailleurs la partie adverse perd de vue le caractère purement déclaratoire des formalités d'enregistrement des citoyens européens ;

Qu'il est vrai que l'arrêt de la Cour Constitutionnelle cité par la partie adverse qui reconnaît que « le droit de séjour du citoyen de l'Union et des membres de sa famille a un caractère déclaratif » indique aussi qu'« ils sont présumés jouir de ce droit dès le moment de la demande en reconnaissance de ce droit » (CC, arrêt n° 77/2021 du 21 mai 2021) ;

Que cependant cet arrêt concerne uniquement la question de la preuve du « séjour légal » au sens de l'article 7bis, §2, alinéa premier, 2° du Code de la nationalité belge et l'indication de la Cour Constitutionnelle et n'est que le reflet du contenu de cette disposition qui est libellé ainsi « Pour les citoyens de l'Union européenne et les membres de leur famille visés à l'article 40bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la période entre la date d'introduction de leur demande et la date à laquelle ce droit de séjour leur est reconnu est assimilée à un séjour autorisé au sens du paragraphe 2, 2°. » [...] ;

Que la Cour de Cassation nous enseigne que « [s]elon le législateur, cela signifie que l'intégralité des titres de séjour pour la période antérieure à la demande de nationalité doit être prise en compte, conformément à l'article 7bis, § 2, alinéa 1er, 2°, pour examiner si le demandeur a bien été admis ou autorisé à résider dans le Royaume pendant plus de trois mois ou à s'y établir conformément à la loi sur les étrangers ou à la loi sur la régularisation7 » (CC, arrêt du 7 décembre 2020, affaire n ° C.20.0213.N) ;

Que dès lors l'arrêt cité par la partie adverse ne peut faire l'objet de l'interprétation qu'elle souhaite lui donner dans sa note d'observation et selon laquelle la preuve de l'exercice du droit de séjour d'un ressortissant britannique avant la fin de la période de transition serait soumis à la condition qu'une demande d'enregistrement ait été introduite par cette personne avant le 31.12.2020 et qu'en conséquence l'absence de l'introduction d'une telle demande exclurait la possibilité pour cette personne de continuer à séjourner sur le territoire belge après la fin de cette période sur base des articles 10.1 et 13.1 de l'Accord de retrait ;

Que la Cour de Cassation a jugé que la preuve du « séjour légal d'un citoyen de l'Union [...] peut être démontrée par d'autres moyens de preuve » mis à part la reconnaissance du droit de séjour qu'implique la délivrance d'une carte de séjour (CC, arrêts du 7 décembre 2020, affaires n ° C.20.0224.N à C.20.0226.N) ;

Qu'il est opportun de se référer aux enseignements de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'UE qui est citée par la Cour de Cassation dans ces arrêts précités ;

Que selon une jurisprudence constante de la Cour de Justice de l'Union Européenne « [l]e droit des ressortissants d'un État membre d'entrer sur le territoire d'un autre État membre et d'y séjourner, aux fins voulues par le traité, constitue un droit directement conféré par celui-ci ou, selon le cas, par les dispositions prises pour la mise en oeuvre dudit traité. » (CJUE, arrêt du 8 avril 1976, Royer, 48/75, Rec. p. 497, point 31 ; arrêt du 23 mars 2006 Commission c. Belgique, C-408/03, Rec. p. I-2647, point 62) ;

Que dès lors, il est aussi de jurisprudence constante de la Cour de Justice que « [l]a délivrance d'un titre de séjour à un ressortissant d'un État membre doit être considérée non comme un acte constitutif de droits, mais comme un acte destiné à constater, de la part d'un État membre, la situation individuelle d'un ressortissant d'un autre État membre au regard des dispositions du droit communautaire » (CJUE, [...] arrêt du 27 juin 2018, Diallo, C-246/17, EU:C:2018:499, point 48) ;

Qu'en outre le Conseil d'État a également fait sienne la jurisprudence de la CJEU sur le caractère purement déclaratoire des titres de séjour dans ses arrêts du 23 mai 2017 (CE, n° 238.303 et n° 238.305) ;

Que ce cadre jurisprudentiel implique forcément que le droit de séjour existe indépendamment de toute démarche d'enregistrement qui ne fait que constater un droit existant ;

Que par ailleurs selon l'article 8.2 de la directive 2004/38, « [l]e non-respect de l'obligation d'enregistrement peut être passible de sanctions non discriminatoires et proportionnées » ;

Que l'article 41, §4 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « [l]orsque le citoyen de l'Union n'est pas en possession d'une carte d'identité ou d'un passeport national, en cours de validité [...] le ministre ou son délégué peut lui infliger une amende administrative de 200 euros » ;

Que l'exclusion du bénéfice de l'Accord de retrait pour le non-respect des formalités d'enregistrement avant la fin de la période de transition constitue dès lors une sanction discriminatoire et disproportionnée;

Qu'il en résulte que l'argument avancé par la partie adverse qui priverait la requérante du bénéfice des articles 10 et 18 de l'Accord de retrait au motif qu'elle n'aurait pas introduit de demande de reconnaissance de son droit de séjour avant la fin de la période de transition constitue une restriction disproportionnée qui porte atteinte à son droit de continuer d'exercer les droits découlant du droit de l'Union en Belgique après la fin de la période de transition ;

Qu'à titre subsidiaire, la partie adverse ne peut reprocher à la requérante de ne pas avoir introduit de demande de reconnaissance de son « droit au séjour sur le territoire belge en qualité de titulaire de moyens de subsistance suffisants ou sur une autre base » avant la fin de la période de transition étant donné qu'il a introduit une déclaration de présence en date du 27.01.2020 et du 21.12.2020, soit avant la fin de la période de transition (voir les deux annexes 15 en date du 19.12.2019 et du 09.12.2020 qui figurent au dossier administratif, voir pages 6 et 7 du fichier numéroté « 80745333-Contrat de travail (16-12-2021) » transmis par l'administration communale le 16 décembre 2021 ; pièce additionnelle 2) ;

Que si un doute persiste à cet égard, il serait alors nécessaire de reformuler la première question préjudicielle à poser à la Cour de Justice de la manière suivante :

« Les articles 10.1, 13.1, 18.1, points e) et k) et 19.1 de l'Accord de retrait et les articles 7.1(b) et 8.3 de la directive 2004/38, doivent-ils être interprétés et appliqués en ce sens que l'État membre d'accueil, lors de l'inscription d'une personne qui demande le statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait sur base d'un séjour de plus de trois mois dans l'État membre d'accueil ayant débuté avant le 31.12.2020, c'est-à-dire avant la fin de la période de transition, l'autorité administrative nationale compétente pour la reconnaissance du droit de séjour est sous l'obligation, premièrement, d'accepter qu'un ressortissant britannique tombe dans le champ d'application personnel de l'Accord de retrait même si cette personne n'a pas introduit de demande de reconnaissance de son droit de séjour avant la fin de la période de transition ; deuxièmement, d'accepter qu'un ressortissant britannique tombe dans le champ d'application personnel de l'Accord de retrait même si cette personne y travaille comme travailleur détaché dès lors que cette personne séjourne sur le territoire national pour une période supérieure à trois mois en tant que titulaire de ressources suffisantes, troisièmement, d'examiner uniquement si cette personne dispose de ressources suffisantes et d'une assurance maladie et de s'abstenir de prendre en considération les intentions qui ont pu inciter cette personne à exercer son droit de séjour de plus de trois mois dans l'État membre d'accueil ou de vérifier si cette personne a établi sa résidence principale dans cet État membre, et quatrièmement, de reconnaître que cette personne bénéficie d'un droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de ressources suffisantes dès lors qu'elle apporte la preuve de percevoir une rémunération régulière en tant que travailleur détaché et d'être en possession d'une assurance maladie ? »

3.1.2.3. Toujours en réplique à la note d'observations, la partie requérante estime que « la constatation positive de la résidence principale de la requérante par l'agent de quartier qui a forcément eu lieu est la preuve suffisante et déterminante de la réalité de la résidence principale de la requérante en Belgique de sorte que la partie adverse ne pouvait ignorer cette information ».

La partie requérante s'exprime à ce sujet dans les termes suivants :

« [...] »

Que dans sa décision attaquée la partie adverse considère que « bien que l'intéressée ait produit un mail confirmant la location et le paiement d'une chambre à Mons via le site Roomlala, cela ne suffit pas à démontrer qu'elle y avait établi sa résidence principale » ;

Que dans sa décision la partie adverse ne mentionne aucunement le fait que la requérante a depuis déménagé et qu'elle résidait à son domicile situé rue [...] à 7332 Saint-Ghislain au moment où elle a introduit sa demande en novembre 2021 ;

Que de plus la décision de la partie adverse ne mentionne pas le rapport de l'agent de quartier qui aurait dû figurer au dossier administratif et qui confirme que la requérante a établi sa résidence principale en Belgique ;

Que pour rappel, la requérante a forcément fait l'objet d'une vérification de la réalité de sa résidence par l'agent de police de quartier en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers ;

Qu'il est nécessaire d'observer que le dossier administratif est manifestement incomplet au vu des informations qui devraient y figurer, notamment le rapport positif de domicile effectué par l'agent de quartier mentionné dans la correspondance de la requérante avec l'administration communale (voir la confirmation par la requérante qu'elle a fait l'objet d'une enquête de résidence par l'agent de quartier en novembre 2021 ; pièce 29) étant donné que si le contrôle s'était avéré négatif la demande de la requérante n'aurait pas été transmise par l'administration communale à la partie adverse ;

Que l'article 39/59, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, prévoit que « [l]orsque la partie défenderesse ne transmet pas le dossier administratif dans le délai fixé, les faits cités par la partie requérante sont réputés prouvés, à moins que ces faits soient manifestement inexacts » ;

Que selon le Conseil d'État cette disposition est également applicable lorsque le dossier déposé est incomplet (CE, arrêt n° 181.149 du 17 mars 2008 ; voir également CE, arrêt n° 265 607 du 16 décembre 2021 ; CE, arrêt n° 264 233 du 25 novembre 2021 ;

Que le rapport de l'agent de quartier qui manque au dossier administratif devrait confirmer que la requérante réside de manière effective en Belgique, comme le prouvent notamment le bail de résidence principale à 7332 Saint-Ghislain, rue [...] (pièce 8) et les extraits électroniques de son compte en banque détenu auprès des banques Halifax et ING qui confirment qu'elle a effectué les virements relatifs au paiement du loyer pour son habitation en Belgique et des factures relatives à la fourniture d'eau par la Société Wallonne des Eaux, d'électricité par Engie et d'internet par VOO (voir extraits de compte en banque Halifax de janvier 2020 à septembre 2020 et ING d'août 2020 à décembre 2020 ; pièces 31 et 32) ;

Que dès lors la constatation positive de résidence principale de la requérante par l'agent de quartier qui a forcément eu lieu est la preuve suffisante et déterminante de la réalité de la résidence principale de la requérante en Belgique de sorte que la partie adverse ne pouvait ignorer cette information (voir en ce sens CCE n° 258 463 du 20 juillet 2021) ;

Que dans ces conditions la deuxième partie adverse il s'avère qu'elle n'a pas tenu compte de documents qui devraient figurer au dossier administratif. »

3.1.2.4. Toujours en réplique à la note d'observations, la partie requérante soutient que « les griefs avancés contre l'administration communale dans la requête servent à établir le cadre factuel et expliquer les raisons pour lesquelles la requérante aurait pu commettre une erreur ou omission dans le cadre de sa demande de reconnaissance de son droit de séjour, et à l'égard desquelles la partie adverse n'a fourni aucune possibilité à la requérante de corriger » ;

La partie requérante s'exprime à ce sujet dans les termes suivants :

« [...] »

Que la partie adverse perd de vue le fait qu'une annexe 58 ne peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil de céans et que l'administration communale n'a pas participé à la prise de la décision attaquée et ne peut donc être mise en cause ;

Que les griefs avancés contre l'administration communale dans la requête servent à établir le cadre factuel et expliquer les raisons pour lesquelles la requérante aurait pu commettre une erreur ou omission dans le

cadre de sa demande de reconnaissance de son droit de séjour, et à l'égard desquelles la partie adverse n'a fourni aucune possibilité à la requérante de corriger ;

Qu'il résulte de ce qui précède que le moyen est fondé en sa première branche. »

3.2.1. Dans une **deuxième branche** du moyen, la partie requérante indique qu'elle invoque « la violation des règles suivantes :

- l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait, lu en combinaison avec le droit d'être entendu ; l'article 18.1 r) de l'Accord de retrait ;
- l'article 21 de l'Accord de retrait – lu en combinaison avec les articles 15 et 31 de la directive 2004/38 auxquels il renvoie et qui sont partiellement transposés en droit belge par l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980 ;
- l'Article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;
- les principes généraux de primauté du droit l'Union européenne, de l'effet utile et du droit d'être entendu ;
- les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs ; et
- de l'erreur manifeste d'appréciation ».

La partie requérante expose que la partie défenderesse a pris la décision attaquée « au motif qu'elle n'aurait pas fourni la preuve d'avoir exercé le droit à la libre circulation avant la fin de la période de transition à savoir le 31.12.2020 et ce sans lui donner la possibilité de fournir des preuves supplémentaires » et soutient que le Conseil peut et doit tenir compte des pièces communiquées postérieurement à la date d'adoption de l'acte attaqué.

Elle expose à cet égard ce qui suit :

« ALORS QUE la partie adverse était sous l'obligation d'aider la requérante à prouver son éligibilité et à éviter toute erreur ou omission dans sa demande et de lui donner de manière active la possibilité de fournir des preuves supplémentaires et de corriger les lacunes, erreurs ou omissions éventuelles tel que prévu à l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait ;

[...]

Que l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait dispose d'un effet direct dès lors qu'il contient des obligations précises, claires, inconditionnelles, et qui n'appelle pas de mesures complémentaires de la part des États membres (voir en ce sens, CJUE, arrêt Van Gend en Loos du 5 février 1963, affaire 26/62) ;

Que selon la Note d'orientation de la Commission européenne, les autorités nationales sont notamment tenues de prendre les mesures suivantes à l'égard d'une personne qui revendique un droit de séjour en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait :

« [...] l'autorité compétente vérifie que la demande est complète. Si ce n'est pas le cas (par exemple, lorsque l'identité n'a pas été prouvée ou, dans le cas où le paiement de frais est demandé lors du dépôt de la demande, les frais correspondants n'a pas été payés), l'autorité compétente aide le demandeur à éviter toute erreur ou omission dans la demande [article 18, paragraphe 1, point o)], avant de prendre une décision de rejet de la demande présentée » [...] ;

Que l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait oblige les autorités nationales, avant de prendre une décision qui rejeterait sa demande, d'informer une personne qui sollicite le statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait que son dossier contient des lacunes, erreurs ou omissions et le cas échéant de lui permettre la possibilité de combler ces carences et de soumettre des preuves supplémentaires afin que toute décision éventuelle soit prise sur base d'un dossier complet relatif à la demande et qui contient tous les éléments pertinents à sa situation ;

Qu'en outre le principe général de bonne administration impose à la partie adverse de procéder à un examen particulier et complet de l'espèce, et d'agir avec minutie et de manière raisonnable [...]

Que cependant l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait va plus loin que ce principe général de bonne administration et impose une obligation positive envers la partie adverse de prendre toutes les mesures

utiles pour aider de manière active la personne dans ses démarches auprès de l'administration et de lui donner une possibilité réelle et effective de combler toute erreur ou lacune dans son dossier ;

Que la jurisprudence administrative, dont il résulte que c'est au demandeur qu'il incombe d'aviser l'autorité compétente de tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'examen ou l'issue de sa demande (voir notamment : C.E., n° 109.684, 7 août 2002 ; C.C.E., n°41 294, 31 mars 2010 ; C.C.E., 52.070, 30 novembre 2010 ; C.C.E., n° 62.034, 24 mai 2011 ; C.C.E., n°70.751 du 28 novembre 2011) n'est donc pas applicable dans le cadre des demandes introduites sur base de l'Accord de retrait et ne saurait faire obstacle à l'obligation positive qui pèse sur la partie adverse d'aider le demandeur conformément à ce qui est prévu à l'article 18.1, point o) de cet accord ;

QU'EN L'ESPÈCE, immédiatement avant de prendre sa décision, la partie adverse n'a envoyé aucune communication à la requérante pour inviter à fournir des preuves supplémentaires au sujet de sa situation;

Que pour rappel, comme le confirme la partie adverse dans sa décision, la requérante « a introduit une demande de statut de bénéficiaire de l'accord de retrait en qualité de titulaire de moyens de subsistance suffisants » [...];

Qu'il aurait suffi à la partie adverse – au moment où elle a décidé que selon elle la requérante n'avait pas apporté la preuve qu'elle a exercé son droit à la libre circulation – d'envoyer un courrier recommandé à la requérante ou de demander à l'administration communale de convoquer la requérante afin de lui demander de fournir des preuves supplémentaires au sujet de sa situation ;

Que la partie adverse a dès lors failli à son obligation d'accorder à la requérante la possibilité de fournir des preuves supplémentaires avant de prendre une décision de refus en violation de l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait et contrairement au principe général de bonne administration ;

Que la décision prise par la partie adverse ne contient aucune motivation à ce sujet en violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs ;

Que si la partie adverse avait invité la requérante à fournir des preuves supplémentaires quant à sa situation, celui-ci aurait pu soumettre les preuves additionnelles qu'elle exerçait un droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de ressources suffisantes sur base de l'article 40, §4, 2° de la loi du 15 décembre 1980 étant donné qu'au moment de la prise de la décision attaquée par la partie adverse elle disposait pour elle-même « de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'aide sociale du Royaume au cours de son séjour, et d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques dans le Royaume » ;

Que dans cette hypothèse la requérante aurait pu fournir de documents qui auraient pu compléter les preuves qui devraient déjà figurer au dossier administratif et qui établissent qu'elle est titulaire de moyens de subsistance suffisants ;

Que la requérante aurait pu fournir la preuve qu'elle a conclu un bail de résidence principale (pièce 8) afin de contredire la constatation de la partie adverse selon laquelle « la délivrance d'une annexe 15 à la requérante en date du 09/12/2020 démontre qu'elle avait la volonté de garder sa résidence principale au Royaume-Uni tout en travaillant en Belgique » ;

Que la requérante aurait aussi pu fournir d'autres preuves qui établissent sa présence pour une période supérieure à trois mois sur le territoire belge avant le 31 décembre 2020, et notamment en fournissant [...]

Que la requérante aurait aussi pu fournir d'autres preuves quant à ses ressources et notamment le fait qu'il perçoit un salaire de sa société personnelle « [...] Limited » (voir tableau récapitulatif des fiches de paie pour les mois de mai 2019 à mars 2022; pièce 26) et que sa rémunération est complétée par sa participation dans les bénéfices générées par la société qui l'emploie et dont elle est la seul actionnaire (voir extrait du registre britannique des sociétés et les rapport du comptable pour les exercices 2020 et 2021 ; pièces 34 à 36) ;

Que la requérante aurait pu se prévaloir aussi du document portable A1 qu'elle a obtenu le 24 février 2022, lequel document établit qu'elle reste affiliée au système de sécurité sociale britannique et confirme

que le Royaume Uni reste responsable des frais de traitement de santé qui pourraient être occasionnés lors de son séjour en Belgique (pièce 37) ;

Qu'en plus la requérante aurait aussi pu fournir d'autres preuves quant au maintien de son affiliation au régime britannique de sécurité sociale britannique entre 2019 et 2021 (pièce 38) et qui confirme confirment que le Royaume Uni reste responsable des frais de traitement de santé qui pourraient être occasionnés lors de son séjour en Belgique conformément aux dispositions du Règlement n° 883/2004 concernant la coordination des régimes sécurité sociale ;

Que ces documents peuvent venir s'ajouter aux documents qui devraient déjà figurer au dossier administratif et qui démontrent que la requérante doit être considéré comme disposant de ressources suffisantes au sens de l'article 40 §4, 2° de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 50, § 2, 4° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 en tant que titulaire de ressources suffisantes ;

Qu'au vu de ces considérations, dans l'hypothèse où la partie adverse aurait invité la requérante à fournir des preuves supplémentaires quant à sa situation, la requérante aurait pu facilement fournir les preuves supplémentaires qui auraient dû conduire la partie adverse à constater qu'elle rentrait dans les conditions pour pouvoir revendiquer le statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait et fonder un droit de séjour de plus de trois mois sur la base des articles 47/5 §1 et 40, §4, 2° de la loi du 15 décembre 1980 en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants ;

Qu'il en résulte qu'en omettant d'inviter la requérante à fournir des preuves supplémentaires quant à sa situation la partie adverse a violé l'article 18.1 o) de l'Accord de retrait et enfreint le principe de bonne administration ;

Qu'en outre, si un doute persiste quant à l'existence de l'obligation qui pèse sur la partie adverse en application de l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait et eu égard au principe général du droit d'être entendu, il conviendrait d'interroger la Cour de Justice de l'Union sur la portée de cette norme du droit de l'Union selon la procédure préjudicielle dans les termes suivants :

« L'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait, vu ou non en combinaison avec le principe général du droit l'Union européenne du droit d'être entendu, doit-il être interprété et appliqué en ce sens que l'État membre d'accueil, lors de l'inscription d'une personne qui demande le statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait sur base d'un séjour de plus de trois mois dans l'État membre d'accueil ayant débuté avant le 31.12.2020, c'est-à-dire avant la fin de la période de transition, l'autorité administrative nationale compétente pour la reconnaissance du droit de séjour est sous l'obligation, premièrement, d'aider de manière positive le demandeur à éviter toute erreur ou omission dans sa demande, deuxièmement, de convoquer le demandeur afin de lui demander de fournir des preuves supplémentaires au sujet de sa situation immédiatement avant de prendre une décision de rejet de sa demande et, troisièmement, lorsqu'il est constaté par l'autorité judiciaire compétente que l'autorité administrative n'a pas convoqué le demandeur pour lui demander de fournir des preuves supplémentaires immédiatement avant de prendre une décision de rejet de la demande, de retirer cette décision et de prendre une nouvelle décision sur bases des preuves supplémentaires fournies par le demandeur au sujet de son droit de séjour ? »

Que, pour rappel, c'est l'agent traitant du service des étrangers de l'administration communale de la Saint-Ghislain qui a donné instructions à la requérante tout au long de la procédure sur la nature des documents qu'elle devait fournir à l'appui de sa demande (voir la correspondance à ce sujet ; pièces 22-24 et 29) ;

Que dans ces conditions il ne pourrait être valablement reproché à la requérante de ne pas avoir fourni des documents qui n'ont pas été indiqués comme étant nécessaires lors de ses interactions avec l'administration communale eu égard au fait que la requérante s'est fiée de bonne foi aux instructions qu'elle a reçu de celle-ci et s'est conformée avec chacune d'entre elles ;

Que les nouveaux éléments de preuve fournis à l'appui de la présente branche du moyen, bien qu'ils n'aient pas nécessairement été portés à la connaissance de la partie adverse au moment où elle a pris sa décision, doivent néanmoins être pris en compte dès lors que cette documentation est susceptible d'opérer une modification de la situation de la requérante qui n'autoriserait plus un refus de reconnaissance du droit de séjour de celui-ci ;

Que par ailleurs, la requérante aurait pu fournir ces documents si la partie adverse avait obtempéré à son obligation de convoquer la requérante afin de lui demander de fournir des preuves supplémentaires au sujet de sa situation immédiatement avant de prendre une décision de rejet de sa demande conformément à ce qui est prévu par l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait ;

Que même si Votre Conseil pourrait considérer que le contrôle de légalité institué par l'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980 l'empêche de prendre en considération des éléments de preuve qui n'ont pas nécessairement été portés à la connaissance de la partie adverse au moment où elle a pris sa décision, il incombe à Votre Conseil d'écarter l'application de cette règle de droit national ;

Que le droit européen impose une obligation à Votre Conseil, nonobstant toute règle de procédure nationale contraire, de prendre en considération des éléments de preuve fournis postérieurement à la décision prise par la partie adverse, lorsque ceux-ci démontrent sans équivoque qu'un requérant remplit toutes les conditions qui sont mises au droit de séjour de plus de trois mois et qui contredit ainsi les motifs retenus par la partie adverse dans la décision attaquée ;

Que dans cette perspective l'article 18.1 r) de l'Accord de retrait prévoit que « le demandeur a accès aux voies de recours juridictionnelles et, le cas échéant, administratives dans l'État d'accueil contre toute décision refusant de lui accorder le statut de résident. Les voies de recours permettent un examen de la légalité de la décision ainsi que des faits et circonstances justifiant la décision envisagée. Ces voies de recours font également en sorte que la décision ne soit pas disproportionnée » ;

Que l'article 21 de l'Accord de retrait intitulé « garanties et droit de recours » renvoie explicitement aux articles 15 et 31 de la directive 2004/38 qui s'appliquent à toute décision de l'État d'accueil qui restreint les droits de séjour des personnes visées à l'Article 10 du présent accord, y compris le refus d'accorder un droit de séjour de plus de trois mois ;

Que les articles 18.1 r) et 21 de l'Accord de retrait dispose d'un effet direct dès lors qu'il contient des obligations précises, claires, inconditionnelles, et qui n'appelle pas de mesures complémentaires de la part des États membres (voir en ce sens, CJUE, arrêt Van Gend en Loos du 5 février 1963, affaire 26/62) ;

Que les articles 18.1 r) et 21 de l'Accord de retrait, les articles 15 et 31 de la directive 2004/38, l'article 47 de la Charte des Droits Fondamentaux, ainsi que les principes généraux de primauté du droit l'Union européenne, du droit d'être entendu et de l'effet utile, imposent au Conseil du Contentieux des Étrangers la prise en compte de nouveaux éléments dans le cadre d'un recours en annulation et d'écarter l'application de toutes dispositions ou règles nationales contraires ;

Qu'il appert tant des termes que des objectifs poursuivis par la deuxième partie de l'Accord de retrait qui concerne les droits de citoyens britanniques bénéficiaires de cet accord, notamment ses articles 18.1 r) et 21, qui renvoie aux articles 15 et 31 de la directive 2004/38, que celui-ci vise à garantir une protection juridictionnelle effective et équitable, ce que garantit également l'article 47 de la Charte, y compris le droit d'être entendu qui est un principe général de droit européen ;

Que dans son arrêt du 12 juillet 2018, affaire C-89/17 Banger, la Cour de Justice a confirmé que « les dispositions de la directive 2004/38 devant faire l'objet d'une interprétation conforme aux exigences découlant de l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (...), ces personnes [c'est-à-dire les bénéficiaires de la directive] doivent disposer d'un recours juridictionnel effectif contre une décision, au titre de cette disposition, permettant de contrôler en fait et en droit la légalité de cette décision au regard du droit de l'Union (...) » (point 48) et que « [s]'agissant du contrôle juridictionnel de la marge d'appréciation dont disposent les autorités nationales compétentes, le juge national doit notamment vérifier si la décision attaquée repose sur une base factuelle suffisamment solide. En outre, ce contrôle doit porter sur le respect des garanties procédurales, qui revêt une importance fondamentale permettant au juge de vérifier si les éléments de fait et de droit dont dépend l'exercice du pouvoir d'appréciation étaient réunis (...) » [...] ;

Que les articles 18.1 r) et 21 de l'Accord de retrait, les articles 15 et 31 de la directive 2004/38 et l'article 47 de la Charte doivent se comprendre comme impliquant un examen exhaustif de tous les faits et circonstances, en ce compris l'opportunité de la mesure envisagée (CJUE, arrêt du 29 avril 2004, affaires jointes C-482/01 et C-493/01 Orfanopoulos et Oliveri, point 110 ; arrêt du 2 juin 2005, affaires jointes C-482/01 et C-493/01 Dörr et Ünal, point 47) ;

Que dans son arrêt « Orfanopoulos et Oliver », précité, la Cour de Justice a jugé que les juridictions nationales qui exercent leur contrôle de légalité des décisions prises en application des règles européennes en matière de libre circulation des personnes sont tenues de prendre en considération les éléments nouveaux de fait qui sont portés à leur attention postérieurement aux décisions prises par les autorités administratives (point 82) :

[...]

Que ce principe a été confirmé par la Cour de Justice dans son arrêt du 11 novembre 2004, affaire C-467/02 Cetinkaya (point 45) :

[...]

Que la directive 64/221 a depuis été remplacée par la directive 2004/38 comme le précise son article 38 qui est intitulé « Abrogations » ;

Que le raisonnement de la Cour de Justice dans son arrêt « Orfanopoulos et Oliveri » doit s'appliquer mutatis mutandis aux décisions prises par les autorités nationales en application de la directive 2004/38 pour des raisons autres que celles d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique étant donné, d'une part, que l'article 15 de la directive 2004/38 dispose que les « procédures prévues aux articles 30 et 31 s'appliquent par analogie à toute décision limitant la libre circulation d'un citoyen de l'Union ou des membres de sa famille prise pour des raisons autres que d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique » et, d'autre part, que « la directive 2004/38 a notamment pour objet « de renforcer le droit à la liberté de circulation et de séjour de tous les citoyens de l'Union », de sorte que les citoyens de l'Union ne sauraient tirer moins de droits de cette directive que des actes de droit dérivé qu'elle modifie ou abroge » (CJUE, arrêt du 25 juillet 2008, affaire C-127/08 Metock, point 59) ;

Que l'article 31 de la directive 2004/38 a fait l'objet d'une transposition seulement partielle en droit belge par le biais de l'article 39/1 et suivants de la loi du 15 décembre 1980, étant donné que ces dispositions – notamment l'article 39/81 – ne prévoient pas la prise en compte de nouveaux éléments en vertu de l'article 39/76, alinéa 2, dans le cadre du contrôle de légalité opéré par le Conseil du Contentieux des Étrangers en ce qui concerne la procédure en annulation des décisions qui sont prises à l'égard des citoyens européens et des membres de leur famille ;

Que les articles 18.1 r) et 21 de l'Accord de retrait et les articles 15 et 31 de la directive 2004/38 – y compris les garanties qui en découlent – sont des dispositions suffisamment précises et inconditionnelles qui produisent des effets directs en droit belge et peuvent donc être invoquées à l'encontre de toute disposition nationale non conforme à la directive (voir notamment CJUE, arrêt du 19 janvier 1982, affaire 8/81 Becker, point 25 ; CJUE, arrêt du 1er juillet 1993, affaire C-154/92 van Cant, point 16) ;

Qu'il en est de même en ce qui concerne toute mesure administrative qui consisterait à ne pas avoir atteint, dans un cas déterminé, le résultat visé par une directive (voir en ce sens, CJUE, arrêt du 14 avril 2005, affaire C-157/03 Commission c. Espagne, points 44-46) ;

Qu'il est de jurisprudence constante que, lorsqu'une directive impose à un État membre d'atteindre un résultat visé par une directive, lorsque les autorités administratives de cet État prennent une mesure qui est contraire au résultat prescrit, cette mesure constitue un manquement aux obligations qui lui incombent en vertu de la directive concernée (CJUE, arrêt du 11 août 1995, affaire C-431/92 Commission c. Allemagne, point 22 ; CJUE, arrêt du 5 novembre 2002, affaire C-471/98 Commission c. Belgique, point 39 ; CJUE arrêt du 10 avril 2003, affaires jointes C-20/01 et C-28/01 Commission c. Allemagne, point 30) ;

Que même si les articles 15 et 31 de la directive 2004/38 pourraient être considérés comme ayant fait l'objet d'une transposition complète en droit belge à travers les articles 39/2 et suivants de la loi du 15 décembre 1980, cela n'empêche pas que la requérante puisse se prévaloir de l'effet utile et de la pleine application de ces dispositions du droit de l'Union devant le juge national ;

Que dans cette perspective, la Cour de Justice a précédemment jugé dans son arrêt du 11 juillet 2002, affaire C-62/00 Marks & Spencer plc c. Commissioners of Customs & Excise (point 27) dans les termes suivants :

« Il découle de ce qui précède que l'adoption de mesures nationales transposant correctement une directive n'a pas pour conséquence d'épuiser les effets de celle-ci et qu'un État membre demeure tenu d'assurer effectivement la pleine application de la directive même après l'adoption de ces mesures. Dès lors, les particuliers sont fondés à invoquer devant le juge national, à l'encontre de l'État, les dispositions d'une directive qui apparaissent, du point de vue de leur contenu, inconditionnelles et suffisamment précises, dans tous les cas où la pleine application de celle-ci n'est pas effectivement assurée, c'est-à-dire non seulement en cas d'absence de transposition ou de transposition incorrecte de cette directive, mais aussi dans le cas où les mesures nationales qui transposent correctement ladite directive ne sont pas appliquées de manière à atteindre le résultat qu'elle vise. » [...]

Que, selon la jurisprudence constante de la Cour de Justice, lorsqu'une disposition ou règle de droit national est contraire à une règle de droit de l'Union, les juridictions nationales sont tenues d'écarter l'application de la disposition ou de la règle de droit nationale contraire (CJUE, arrêt du 9 mars 1978, affaire 106/77 Simmenthal, point 21 ; arrêt du 21 mai 1987, affaire 249/85 Albako, point 17; arrêt du 26 septembre 2000, affaire C-262/97 Engelbrecht, point 40 ; arrêt du 28 janvier 2010, affaire C-406/08 Uniplex (UK), point 49) ;

Que dans l'affaire « G.M.A. » précitée, l'Avocat Général Szpunar a confirmé cette interprétation des articles 15 et 31 de la directive 2004/38 dans ses conclusions présentées le 17 septembre 2020 en ce qui concerne le système de recours en annulation devant le Conseil du Contentieux des Étrangers :

« tout changement de circonstances dans la situation d'un citoyen de l'Union à la recherche d'un emploi intervenant après que les autorités compétentes ont pris la décision limitant son droit de séjour doit être pris en compte lors du contrôle juridictionnel de cette situation, notamment lorsque ce changement concerne les conditions du maintien du droit de séjour d'un demandeur d'emploi énoncées à l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2004/38. Dans ces conditions, il incombe au juge qui exerce le contrôle juridictionnel d'assurer une protection effective des droits découlant du traité et de la directive 2004/38 en écartant la règle du droit national en cause » ;

Que cette jurisprudence a vocation à s'appliquer mutatis mutandis en ce qui concerne l'article 18.1 r) et l'article 21 de l'Accord de retrait étant donné que cette disposition est fondée sur le contenu des articles 15 et 31 de la directive 2004/38 ;

Que cette jurisprudence a aussi vocation à s'appliquer en ce qui concerne des documents qui n'auraient pas été portés à la connaissance de la partie adverse avant que celle-ci ne prenne sa décision, d'autant plus lorsque cette situation est le résultat d'un manquement par l'autorité administrative à son obligation, avant de prendre une décision de refus, de convoquer la requérante afin de lui donner l'opportunité de fournir des documents additionnels comme l'exige l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait ;

QU'EN L'ESPÈCE le Conseil du Contentieux des Étrangers est donc sous l'obligation, nonobstant toute règle de procédure nationale contraire, de prendre en considération les éléments de preuve qui ne figurent pas au dossier administratif mais auxquels la requérante fait référence après que la partie adverse n'ait pris sa décision, lorsque ceux-ci démontrent sans équivoque l'existence dans le chef de la requérante du droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants et qui contredit ainsi les motifs retenus par la partie adverse dans la décision attaquée, dès lors que cette situation est le résultat d'un manquement par l'autorité administrative à l'obligation qui découle de l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait de convoquer la personne concernée afin de lui donner une dernière opportunité de fournir des documents additionnels avant de prendre une décision de refus ;

Qu'en outre, si un doute persiste quant à l'existence de l'obligation qui pèse sur le Conseil du Contentieux des Étrangers dans le cadre d'un recours en annulation de prendre en compte des éléments de preuve qui n'ont pas nécessairement été portés à la connaissance de la partie adverse au moment où elle a pris sa décision, en application de l'article 18.1, points o) et r) et de l'article 21 de l'Accord de retrait, des articles 15 et 31 de la directive 2004/38 et de l'article 47 de la Charte des Droits Fondamentaux ainsi que les principes généraux de primauté du droit l'Union européenne, de l'effet utile et du droit d'être entendu, et le cas échéant d'écarter l'application de toutes dispositions ou règles nationales contraires, il conviendrait d'interroger la Cour de Justice de l'Union sur la conformité du droit interne avec ces normes du droit de l'Union selon la procédure préjudicielle dans les termes suivants :

« L'article 18.1, points o) et r) et l'article 21 de l'Accord de retrait, les articles 15 et 31 de la directive 2004/38 et l'article 47 de la Charte des Droits Fondamentaux ainsi que les principes généraux de primauté du droit l'Union européenne, de l'effet utile et du droit d'être entendu doivent-ils être interprétés et appliqués en ce sens que les juridictions nationales de l'État membre d'accueil ont l'obligation, dans le cadre d'un recours en annulation contre une décision qui refuse la reconnaissance d'un droit de séjour de plus de trois mois en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait, de prendre en compte des éléments de preuve qui n'avaient pas nécessairement été portés à la connaissance de la partie adverse au moment où elle a pris sa décision lorsque ceux-ci sont susceptibles d'opérer une modification de la situation de la personne concernée qui n'autoriserait plus une limitation des droits de séjour de celle-ci dans l'État membre d'accueil, notamment lorsque cette situation est le résultat d'un manquement par l'autorité administrative à l'obligation qui découle de l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait de convoquer la personne concernée afin de lui donner une dernière opportunité de fournir des documents additionnels avant de prendre une décision de refus ? » ; »

3.2.2. En réponse à la note d'observations de la partie défenderesse (Etat belge), en ce qu'elle porte sur la deuxième branche du moyen, la partie requérante fait valoir que :

« EN CE QUE la partie adverse prétend que la deuxième branche du moyen manque en droit car la requérante ne peut bénéficier de l'article 18 de l'Accord car elle tombe hors du champ d'application personnel et matériel dudit accord, il est renvoyé aux arguments développés à ce sujet dans la réplique de la requérante en ce qui concerne la première branche du moyen ;

Qu'en tout état de cause les protections procédurales contenues à l'article 18 de l'Accord de retrait, y compris les points o) et r) du premier paragraphe, s'appliquent à toutes les demandes de reconnaissance de statut de bénéficiaire dudit accord même celles qui pourraient par la suite être refusées au motif que le demandeur tombe hors du champ d'application de l'article 10 (voir en ce sens, en ce qui concerne les articles 15, 30 et 31 de la directive 2004/38 auxquels renvoie l'article 21 de l'Accord de retrait, CJUE, arrêt du 10 septembre 2019, affaire C-94/18 Chenchooliah, points 74 et 79, arrêt du 12 juillet 2018, affaire C-89/17 Banger, point 49, et arrêt du 5 septembre 2012, affaire C-83/11 Rahman, point 25) ;

Que dès lors la requérante dispose d'un intérêt à invoquer l'article 18.1 point o) de l'Accord de retrait qui oblige la partie adverse d'aider la requérante à prouver son éligibilité, à éviter toute erreur ou omission dans sa demande et à lui donner la réelle possibilité de fournir des preuves supplémentaires et de corriger les lacunes, erreurs ou omissions éventuelles avant de refuser sa demande de manière définitive, quod non en l'espèce ;

Que l'obligation contenue à l'article 18.1 point o) de l'Accord de retrait s'applique même si la partie adverse a considéré par la suite que la requérante tombe hors du champ d'application personnel et matériel dudit accord ;

EN CE QUE la partie adverse prétend qu' « en l'espèce, la partie requérante ne soutient, et a fortiori ne démontre, pas avoir commis une erreur ou une omission dans sa demande qu'elle aurait dû avoir la possibilité de corriger » :

Que les griefs avancés contre l'administration communale dans la première branche du moyen servent à établir les raisons pour lesquelles la requérante aurait pu commettre une erreur ou omission dans le cadre de sa demande de reconnaissance de son droit de séjour, et à l'égard desquelles la partie adverse n'a fourni aucune possibilité à la requérante de corriger ;

Que la requérante n'a jamais été informée de manière précise – ni par la partie adverse ni par l'administration communale – de l'importance de fournir les documents qui prouvent qu'elle a exercé son droit à la libre circulation pendant la période transitoire qui a pris fin le 31 décembre 2020 ;

Que la requérante n'a pas non plus été informée qu'elle devait fournir la preuve d'avoir une couverture de soins de santé valable en Belgique ;

Que l'erreur ou l'omission commise concerne donc les documents que la requérante aurait pu fournir s'il avait été correctement informé des démarches à suivre, à savoir les documents qui viennent appuyer ceux qui figurent déjà au dossier administratif et qui prouvent qu'elle possède des ressources suffisantes et une couverture de soins de santé valable en Belgique, mais aussi des documents qui prouvent de nouveaux éléments, y compris les documents relatifs à ses revenus en 2020, son domicile en Belgique

en 2020 ainsi que des extraits de compte en banque, qui apportent la preuve supplémentaire de son séjour effectif sur le territoire belge en 2020 ;

EN CE QUE la partie adverse prétend que selon la jurisprudence administrative « c'est au demandeur qu'il incombe d'aviser l'autorité compétente de tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'examen de sa demande » et donc que la partie adverse n'était pas tenue « d'offrir systématiquement à tout demandeur la possibilité de fournir des éléments supplémentaires » ;

Que comme il est indiqué dans la requête initiale, la jurisprudence citée par la partie adverse n'est pas applicable dès lors que l'article 18.1 point o) de l'Accord de retrait lui impose une obligation précise qui déroge au principe évoqué par cette jurisprudence et qui exige dans tous les cas de fournir une aide à la requérante afin de lui permettre de prouver son éligibilité, à éviter toute erreur ou omission dans sa demande et, avant de prendre une décision, à lui donner une dernière possibilité de fournir des preuves supplémentaires et de corriger les lacunes, erreurs ou omissions éventuelles ;

Que, comme le confirme la Note d'orientation de la Commission européenne au sujet de l'Accord de retrait, l'objectif poursuivi par cette disposition est de s'assurer que « l'autorité compétente aide le demandeur à éviter toute erreur ou omission dans la demande avant de prendre une décision de rejet de la demande présentée » [...] ;

Que contrairement à ce que prétend la partie adverse, cette obligation ne souffre d'aucune exception et s'applique de manière systématique à toute demande relative au statut de bénéficiaire de l'accord ;

Qu'en cas de conflit entre les règles belges en matière d'obligations de l'administration et l'obligation positive d'assistance qui découle de l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait, il appartient à Votre Conseil d'écarter l'application des règles nationales contraires conformément avec le principe général de primauté du droit de l'Union (voir en ce sens CJUE, arrêt du 9 mars 1978, affaire 106/77 Simmenthal, point 21 ; arrêt du 21 mai 1987, affaire 249/85 Albako, point 17; arrêt du 26 septembre 2000, affaire C-262/97 Engelbrecht, point 40 ; arrêt du 28 janvier 2010, affaire C-406/08 Uniplex (UK), point 49) ;

Qu'en cas de doute quant à la portée de l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait, il y a lieu de poser la deuxième question préjudicielle à la Cour de Justice de l'Union européenne étant donné que la question n'est ni acte clair ni acte éclairé qui permettrait le cas échéant de s'abstenir d'interroger la Cour à titre préjudiciel (voir par exemple, CJUE, arrêt du 6 octobre 1982, l'affaire 283/81 CILFIT, points 13-14 et 16-20) ;

EN CE QUE la partie adverse prétend que les juridictions belges ont eu l'occasion de juger que la procédure de recours en annulation instituée par les articles 39/2 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 « ne prive pas les justiciables dans cette procédure d'un recours effectif » et que « les pièces déposées à l'appui du recours ne peuvent être prises en considération dans le cadre du présent contrôle de légalité » puisque « la légalité d'une décision administrative s'apprécie en fonction des éléments dont l'autorité administrative a connaissance au moment où elle statue » :

Que la jurisprudence citée par la partie adverse a fait l'objet d'un revirement dans une série d'arrêts relativement récents ;

Que comme l'a précédemment jugé le Cour Constitutionnelle dans ses arrêts n° 186/2019 du 20 novembre 2019 et n° 206/2019 du 19 décembre 2019, « le recours en annulation qui, conformément à l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, peut être introduit à l'encontre d'une décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour [...] n'est pas un recours effectif au sens de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme » [...] ;

Que la conclusion retenue par la Cour Constitutionnelle se fonde sur la considération suivante : « le Conseil du contentieux des étrangers effectue un contrôle de légalité de la décision attaquée en fonction des éléments dont l'autorité avait connaissance au moment où elle a statué; il n'est dès lors pas autorisé à prendre en considération les éventuels nouveaux éléments de preuve présentés devant lui par le requérant, ni à examiner la situation actuelle de ce dernier, c'est-à-dire au moment où il statue sur une éventuelle violation » ;

Qu'il est vrai que la Cour nuance aussitôt cette affirmation en soulignant notamment, que dans le contexte d'une demande d'autorisation de séjour pour raisons médicales sur base de l'article 9ter de la loi du 15

décembre 1980, que le demandeur dispose de la faculté d'introduire une nouvelle demande 9^{ter} et que l'existence de cette possibilité lui permet dès lors de bénéficier d'un recours effectif lorsqu'un changement dans la situation médicale du demandeur intervient après une première décision de rejet de la demande;

Que cependant dans le contexte d'une demande de reconnaissance du droit de séjour d'un bénéficiaire de l'Accord de retrait, il n'existe plus de possibilité pour la requérante d'introduire une nouvelle demande dès lors que le délai de grâce pour l'introduction d'une telle demande est venu à expiration conformément à ce que prévoit l'article 47/5, §3 de la loi du 15 décembre 1980 qui dispose que « [l]es demandes visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, doivent être introduites au plus tard le 31 décembre 2021 » et que seule ;

Que la pratique de la partie adverse, telle qu'elle est issue d'autres dossiers traités par le conseil de la requérante, empêcherait l'introduction d'une nouvelle demande au motif qu'« il n'est plus possible d'introduire une demande ultérieure pour obtenir le statut de bénéficiaire de l'accord de retrait. Cette période transitoire a pris fin le 31.12.2020. L'accord de retrait offre une occasion unique de préserver les droits acquis avant la fin de la période transitoire conformément au droit européen. Il a été établi qu'une demande de statut de bénéficiaire de l'accord de retrait a déjà été introduite et qu'une décision a été prise. La demande ne peut pas être déposée » [...];

Que par ailleurs la requérante s'est vu refuser verbalement cette possibilité par l'administration communale de la Ville de Mons au motif que « ce n'est plus possible » lorsqu'elle est venue retirer son autorisation de séjour provisoire (annexe 35) ;

Qu'il appert que les limitations imposées en droit belge à l'étendue du contrôle juridictionnel que peuvent effectuer les juridictions administratives empêchent celles-ci d'effectuer un contrôle non seulement en droit mais aussi en fait de la légalité des décisions prises en application des règles européennes en matière de libre circulation des personnes et des droits connexes, tels qu'ils sont aussi protégés par l'Accord de retrait ;

Qu'il en résulte que, vu dans son ensemble, le système de contrôle de légalité institué par la loi du 15 décembre 1980 ne remplit pas les conditions des articles 6.1 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme qui se consacrent aux droits à un procès équitable et à un recours effectif ;

Que dès lors le système de contrôle de légalité institué par la loi du 15 décembre 1980 ne remplit pas les exigences de recours juridictionnel effectif visées à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux ;

Qu'il s'ensuit que l'effet combiné des règles de procédure qui s'appliquent devant les juridictions administratives belges est de rendre pratiquement impossible ou excessivement difficile la possibilité pour la requérante d'obtenir un recours juridictionnel effectif permettant de contrôler en fait et en droit la légalité de toute décision administrative prise à son encontre qui lui refuse la reconnaissance d'un droit de séjour de plus de trois mois et empêche la prise en considération de tous les éléments de fait qui sont nécessaires afin de s'assurer de la correcte application de l'Accord de retrait ;

Que bien qu'il appert que Votre Conseil ne dispose pas d'une compétence de réformation, il n'en résulte pas moins qu'il incombe à Votre Conseil – ainsi qu'aux autres juridictions belges – d'écarter l'application d'une règle de droit interne qui serait contraire aux dispositions pourvues d'effet direct et aux principes généraux du droit de l'Union (CE, arrêts n° 176534 du 8 novembre 2007 et n° 74.948 du 3 juillet 1998; C Cass, arrêt du 17 décembre 2002, Pas. 2002, n° 679) ;

Que dans ces conditions force est de constater que le droit à un recours effectif oblige Votre Conseil à écarter toute règle nationale de procédure qui l'empêche de prendre en considération les nouveaux éléments de preuve qui sont contenus dans la requête afin de s'assurer du respect de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux et de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, lu en combinaison avec le droit à un procès équitable qui est garanti par l'article 6.1 de ladite Convention;

Que si un doute persiste quant à la compatibilité en droit européen des règles de procédure applicables à Votre Conseil qui l'empêchent d'effectuer un contrôle sur l'interprétation de l'article 18.1, points o) et r) de l'accord de retrait au regard de leur mise en oeuvre en droit belge par les articles 39/2 et 47/5 de la loi du 15 décembre 1980, il revient à Votre Conseil de poser une troisième question préjudicielle à la Cour de Justice en ce qui concerne la compatibilité des règles de procédure en matière de recours administratif en droit belge avec l'article 47 de la Charte de droits fondamentaux de l'Union européenne, l'article 21 de

l'accord de retrait, les articles 15 et 31 de la directive 2004/38 et le principe général d'effectivité, telle que reformulée dans les termes suivants :

« L'article 18.1, points o) et r) et l'article 21 de l'Accord de retrait, les articles 15 et 31 de la directive 2004/38 et l'article 47 de la Charte des Droits Fondamentaux ainsi que les principes généraux de primauté du droit l'Union européenne, de l'effet utile et du droit d'être entendu doivent-ils être interprétés et appliqués en ce sens que les juridictions nationales de l'État membre d'accueil ont l'obligation, dans le cadre d'un recours en annulation contre une décision qui refuse la reconnaissance d'un droit de séjour de plus de trois mois en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait, de prendre en compte des éléments de preuve qui n'avaient pas nécessairement été portés à la connaissance de la partie adverse au moment où elle a pris sa décision lorsque ceux-ci sont susceptibles d'opérer une modification de la situation de la personne concernée qui n'autoriserait plus une limitation des droits de séjour de celle-ci dans l'État membre d'accueil, notamment lorsque cette situation est le résultat d'un manquement par l'autorité administrative à l'obligation qui découle de l'article 18.1, point o) de l'Accord de retrait de convoquer la personne concernée afin de lui donner une dernière opportunité de fournir des documents additionnels avant de prendre une décision de refus ? » ;

EN CE QUE la partie adverse prétend « que le sens et la portée du droit à un recours effectif prévu à l'article 47 de la Charte sont donc les mêmes que ceux que confère la Convention », que « l'article 13 de la CEDH [...] n'a pas d'existence autonome et doit être invoquée en combinaison avec un autre droit » et que « la partie requérante n'indique pas quel autre droit garanti par la CEDH ou la Charte des droits fondamentaux risque d'être violé » et conclue que « le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de l'article 47 de la Charte » :

Que l'article 47 de la Charte est invoqué dans le contexte de l'application des articles 18.1, points o) et r), et 21 de l'Accord de retrait et des articles 15 et 31 de la directive 2004/38 qui impose une obligation aux organes de l'État belge d'assurer le droit à un recours effectif ;

Qu'en outre la partie adverse perd de vue la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne qui n'impose aucune telle condition en ce qui concerne l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux dont l'application est autonome et n'est aucunement subordonnée à la nécessité d'invoquer la violation d'une autre disposition de la Charte ou de la Convention (voir par exemple, CJUE, arrêt du 12 juillet 2018, affaire C-89/17 Banger, point 48, et arrêt du 4 juin 2013, affaire C-300/11 ZZ, point 50) ;

Que la jurisprudence Cour de Justice met en évidence que l'article 47 de la Charte s'applique de manière autonome dès qu'un État membre met en oeuvre le droit de l'Union, comme c'est le cas en l'espèce :

« Il importe également de rappeler que les États membres, lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union, sont tenus d'assurer le respect du droit à un recours effectif consacré à l'article 47, premier alinéa, de la Charte, lequel constitue une réaffirmation du principe de protection juridictionnelle effective (arrêt du 19 décembre 2019, Deutsche Umwelthilfe, C-752/18, EU:C:2019:1114, point 34).» [...] (CJUE, arrêt du 15 avril 2021, affaire C-194/19 H. A. contre État belge, point 43) ;

Que dans cette affaire, la Cour de Justice a d'ailleurs jugé qu'« il convient de souligner qu'un recours en annulation introduit contre une décision de transfert, dans le cadre duquel la juridiction saisie ne peut pas tenir compte de circonstances postérieures à l'adoption de cette décision qui sont déterminantes pour la correcte application du règlement Dublin III, n'assure pas une protection juridictionnelle suffisante, permettant à la personne concernée d'exercer les droits qu'elle tire de ce règlement et de l'article 47 de la Charte » [...] (CJUE, arrêt du 15 avril 2021, affaire C-194/19 H. A. contre État belge, point 45) ;

Que le principe qui découle de cet arrêt est transposable dans le cas en l'espèce, dès lors que la procédure de recours en annulation introduit contre une décision de refus de reconnaissance du droit de séjour de plus de trois mois ne permet pas à Votre Conseil de tenir compte de nouveaux éléments de preuve qui ont été portés à la connaissance de la partie adverse postérieurement à l'adoption de sa décision lorsque ces éléments sont déterminants pour la correcte application de l'Accord de retrait ;

Que dans ces circonstances, la procédure de recours en annulation n'assure pas une protection juridictionnelle suffisante à la requérante dans la mesure où elle ne permet pas à Votre Conseil de tenir compte de nouveaux éléments de preuve qui sont invoqués pour la première fois dans la requête et qui sont nécessaires pour la correcte application de l'Accord de retrait ;

Que la prise en compte de ces éléments de preuve – à savoir des documents qui viennent appuyer ceux qui figurent déjà au dossier administratif et qui démontrent que la requérante possède des ressources suffisantes, mais aussi des documents qui prouvent de nouveaux éléments, y compris des fiches de paie et des extraits de compte en banque, qui apportent la preuve supplémentaire de son séjour effectif sur le territoire belge en 2020 et que ces frais de soins de santé sont pris en charge par les autorités britanniques – est nécessaire afin de s'assurer de la correcte application de l'Accord de retrait ;

Que si un doute persiste à l'obligation qui incombe à Votre Conseil de prendre en considération de nouveaux éléments de preuve qui ont été portés à la connaissance de la partie adverse postérieurement à l'adoption de sa décision, il serait utile de poser à la Cour de Justice la troisième question préjudicielle qui est indiquée dans la requête et telle que reformulée ci-dessus ;

Qu'il résulte de ce qui précède que le moyen est fondé en sa deuxième branche ; »

3.3.1. Dans une **troisième branche** du moyen, que la partie requérante déclare exposer « **à titre subsidiaire au cas où les deux premières branches seraient déclarées comme non fondées** », la partie requérante indique qu'elle invoque « la violation des règles suivantes :

- les articles 9(b) et 24.3 de l'Accord de retrait ; et
- l'article 45 du TFUE »

Elle développe cette branche du moyen dans les termes suivants :

« la partie adverse a pris une décision de refus du droit au petit trafic frontalier en tant que bénéficiaire de l'accord de retrait à l'encontre de la requérante au motif qu'un travailleur détaché ne peut revendiquer le statut de travailleur frontalier ;

ALORS QUE - en l'état actuel du droit européen - aucun instrument de l'Union n'écarte explicitement la possibilité pour un travailleur détaché d'invoquer le statut de travailleur ou de travailleur frontalier ;

Que dans sa décision, la partie adverse considère ainsi que « l'article 9, sous b) de l'accord de retrait stipule que dans le cadre dudit accord, la notion de frontalier vise le ressortissant du Royaume-Uni qui exerce une activité économique conformément à l'Article 45 ou 49 du TFUE dans un ou plusieurs Etats dans lesquels il ne réside pas, c'est-à-dire qui exerce un emploi dans un Etat membre conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux de cet Etat (article 45 du TFUE) ou qui exerce dans un Etat membre une activité non salariée dans les conditions définies par la législation de cet Etat pour ses propres ressortissants (article 49 du TFUE). La libre prestation des services ou détachement (article 56 du TFUE) n'est donc pas protégée par l'accord de retrait dont l'objectif est de sauvegarder les droits acquis sur base de la libre circulation des personnes (articles 21, 45 et 49 du TFUE). » ;

Que l'article 9(b) de l'Accord de retrait définit un « travailleur frontalier » comme comprenant « les ressortissants du Royaume-Uni qui exercent une activité économique conformément à l'Article 45 ou 49 du TFUE dans un ou plusieurs États dans lesquels ils ne résident pas » ;

Que l'article 24.3 de l'Accord de retrait garantit aux travailleurs frontaliers notamment le « droit d'entrer dans l'État de travail et d'en sortir conformément à l'Article 14 du présent accord » ;

Que selon la Note d'orientation de la Commission européenne, les droits qui découlent de l'article 56 TFUE ne tombe pas dans le champ d'application de l'Accord de retrait : « Les personnes qui exercent uniquement les droits découlant de l'article 56 TFUE ne sont pas couvertes par l'accord [voir également les orientations relatives à l'article 30, paragraphe 1, point e), du titre III de l'accord]. L'accord ne confère aucun droit aux travailleurs détachés de rester dans l'État d'accueil après la fin de la période de transition » ;

Que cette interprétation n'est pas juridiquement contraignante dès lors qu'elle n'est pas contenue dans le texte de l'Accord de retrait et ne trouve d'origine dans aucun règlement ou directive de droit européen ;

Que par ailleurs les services de la Commission européenne ont aussi adopté un point de vue contraire qui soutient l'idée selon laquelle les travailleurs détachés devraient être assimilés aux travailleurs aux fins de la directive 2004/388 ;

Que pour rappel, selon la jurisprudence constante de la Cour de Justice, la notion de « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE recouvre « toute personne accomplissant, au profit et sous la dépendance d'une autre, moyennant rémunération, un travail qu'elle n'a pas déterminé elle-même, quelle que soit la nature juridique de la relation d'emploi » (voir CJUE, arrêt du 3 juillet 1986, affaire C-66/85 Lawrie Blum, point 12) ;

Que dans l'état actuel du droit européen, aucun instrument de droit européen établit de manière explicite et sans équivoque qu'un travailleur détaché ne peut en aucun cas être considéré comme ayant le statut de « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE ;

Que certains commentateurs universitaires soutiennent un point de vue contraire qui consisterait à reconnaître le statut de « travailleur » à un travailleur détaché ;

Qu'il existe également une jurisprudence de la Cour de Justice qui suggère qu'un travailleur détaché peut invoquer les règles de l'Union sur la libre circulation des travailleurs telles que contenues à l'article 45 TFUE pour contester tout obstacle mis en place par son État membre d'origine lors de son retour dans son pays d'origine (CJUE, arrêt du 26 janvier 1999, affaire C- 18/95 Terhoeve10) ;

Qu'en outre, la Cour de Justice a également reconnu que, dans certains cas, les travailleurs détachés accèdent au marché du travail dans l'État membre d'accueil (CJUE, arrêt du 27 mars 1990, affaire C-113/89 Rush Portuguesa, point 16) notamment lorsqu'un travailleur est détaché par une agence de travail temporaire, auquel cas le travailleur reste lié par un contrat de travail avec l'agence de travail intérimaire mais fournit ses services au profit et sous la surveillance du client de l'agence dans l'État d'accueil ;

Que par ailleurs, selon les juges de Luxembourg, la notion de « travailleur » n'est pas univoque et peut varier selon le domaine d'application (CJUE, arrêt du 14 octobre 2010, affaire C-345/09 van Delft, point 88) ;

Qu'ainsi la notion de « travailleur » envisagé au sens de l'article 45 TFUE englobe des relations de travail bien diverses et ceci implique que « doit être considérée comme un travailleur la personne qui accomplit, pendant un certain temps, en faveur d'une autre et sous la direction de celle-ci, des prestations en contrepartie desquelles elle perçoit une rémunération. Une fois que la relation de travail a pris fin, l'intéressé perd en principe la qualité de travailleur, étant entendu cependant que, d'une part, cette qualité peut produire certains effets après la cessation de la relation de travail et que, d'autre part, une personne à la recherche réelle d'un emploi doit également être qualifiée de travailleur » (CJUE, arrêt du 12 mai 1998, affaire C-85/96 Martínez Sala, point 32) [...] ;

Que dans ces conditions, contrairement à ce que soutient la partie adverse, la notion de « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE est capable d'englober des relations de travail autre que celle qui implique l'exercice d'une activité salariée dans l'État membre d'accueil conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux ;

Que par ailleurs, selon la Cour de Justice, « l'inscription d'un ressortissant d'un autre État membre de la Communauté à un régime de sécurité sociale instauré par la législation de l'État d'accueil ne peut être imposée comme condition préalable à l'exercice du droit de séjour » (CJUE, arrêt du 5 février 1991, affaire C-363/89 Roux, point 10) [...] ;

Que selon la jurisprudence bien établie de la Cour de Justice, la notion de « travailleur » contenue à l'article 45 du TFUE relève non du droit interne, mais du droit communautaire « visant tous ceux qui, en tant que tels, et dans quelque appellation que ce soit, se trouvent couverts par les différents systèmes nationaux de sécurité sociale » ; (CJUE, arrêt du 19 mars 1964., affaire 75/63 Hoekstra, (1964) Rec. 347, p. 363) ;

Que la notion de « travailleur » au sens de l'article 45 du TFUE n'est donc pas nécessairement subordonnée à la condition qu'un travailleur soit affilié au système de sécurité sociale de l'État membre d'accueil et il suffit simplement que cette personne soit assujettie à un régime de sécurité sociale de l'un des États membres ;

Qu'en conséquence, dans l'état actuel du droit de l'UE rien n'empêche de manière catégorique qu'un travailleur détaché soit considéré comme « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE dès lors que la

personne concernée accomplit, pendant un certain temps, en faveur d'une autre et sous la direction de celle-ci, des prestations en contrepartie desquelles la première perçoit une rémunération ;

QU'EN L'ESPÈCE les documents versés à l'appui de la demande de la requérante et qui figurent au dossier administratif comprennent des documents qui établissent qu'elle travaille en Belgique en tant que membre du personnel contractuel de la « [...] » (l'Agence [...] de l'OTAN) (voir notamment mémo interne [...]); pièces 5, 17 et 19) ;

Qu'en outre la décision attaquée confirme que la requérante est rémunérée pour ses prestations (voir les fiches de paie qui devraient figurer au dossier administratif, ainsi que le tableau récapitulatif des fiches de paie pour les mois de mai 2019 à mars 2022 ; pièces 25 et 26) ;

Que l'existence d'une relation de travail dans laquelle se trouve la requérante n'est pas remise en doute par la partie adverse dans sa décision ;

Que les documents versés au dossier administratif établissent que la requérante fournit un travail en Belgique pour le compte d'une autre personne et sous sa direction et pour lequel elle est rémunérée, et qu'elle remplit dès lors les conditions pour être considérée comme un « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE ;

Que contrairement à l'affirmation de la partie adverse selon laquelle la requérante « n'a pas apporté la preuve qu'elle exerçait une activité salariée en Belgique conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux », il importe peu que l'activité de la requérante n'ait fait l'objet d'aucune inscription auprès des institutions belges d'assurance sociale pour travailleurs salariés étant donné que la requérante est affiliée au système britannique (voir attestation d'affiliation ; pièce 37) ;

Que l'absence d'inscription de la requérante auprès du régime belge d'assurance sociale pour travailleurs ne pourrait en aucun cas priver la requérante du statut de « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE étant donné qu'elle remplit les conditions qui s'appliquent à ce statut, à savoir la prestation d'un service par une personne pour le compte et sous la direction d'une autre personne et pour lequel elle est rémunérée ;

Qu'il n'en reste pas moins que la requérante a donc exercé son droit de libre circulation des personnes avant la fin de la période de transition en liaison avec une activité économique en Belgique ;

Que par ailleurs la partie adverse a commis une erreur de droit en affirmant que la requérante « n'a pas apporté la preuve qu'elle exerçait une activité salariée en Belgique conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux » dès lors que la directive n°96/71 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services prévoit explicitement en son article 3.1 que l'État d'accueil doit garantir aux travailleurs qui sont détachés sur son territoire les conditions de travail et d'emploi qui sont fixées par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives en ce qui concerne les périodes maximales de travail et les périodes minimales de repos, la durée minimale des congés annuels payés, la rémunération, y compris les taux majorés pour les heures supplémentaires, les conditions de mise à disposition des travailleurs, notamment par des entreprises de travail intérimaire; la sécurité, la santé et l'hygiène au travail, l'égalité de traitement entre hommes et femmes ainsi que d'autres dispositions en matière de non-discrimination, les conditions d'hébergement des travailleurs lorsque l'employeur propose un logement aux travailleurs éloignés de leur lieu de travail habituel et les allocations ou le remboursement de dépenses en vue de couvrir les dépenses de voyage, de logement et de nourriture des travailleurs éloignés de leur domicile pour des raisons professionnelles, de sorte que, contrairement à ce que soutient la partie adverse, la requérante exerçait bien une activité salariée en Belgique conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux ;

Que dans ces conditions, dès lors que dans sa décision attaquée, la partie adverse a considéré qu'un travailleur détaché ne peut revendiquer le statut de travailleur frontalier, elle a méconnu l'article 9(b) de l'Accord de retrait et l'article 45 TFUE ;

Qu'en outre, si un doute persiste quant à la possibilité pour un travailleur détaché d'invoquer le statut de travailleur frontalier, en application de l'article 9(b) de l'Accord de retrait et de l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il conviendrait d'interroger la Cour de Justice de l'Union sur la

conformité du droit interne avec ces normes du droit de l'Union selon la procédure préjudicielle dans les termes suivants :

« L'article 9(b) de l'Accord de retrait et l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne doivent-ils être interprétés et appliqués en ce sens que les juridictions nationales de l'État membre d'accueil ont l'obligation de reconnaître le statut de « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE et en conséquence le statut de « travailleur frontalier » au sens l'article 9(b) de l'Accord de retrait en ce qui concerne un travailleur britannique qui a été détaché dans l'État membre d'accueil avant la fin de période de transition par une entreprise britannique à laquelle il est lié par un contrat de travail selon lequel il est rémunéré pour y prester ses services au profit et sous la direction d'une organisation internationale et dans ce cas lui délivrer un document qui confirment ses droits en tant que travailleur frontalier tel que visé à l'article 26 de l'Accord de retrait ? » ;

3.3.2. En réponse à la note d'observations de la partie défenderesse (Etat belge), en ce qu'elle porte sur la troisième branche du moyen, la partie requérante fait valoir que :

« EN CE QUE la partie adverse prétend que la requérante « ne peut [...] se prévaloir de son statut de travailleur détaché pour bénéficier de l'accord de retrait » ;

Que comme il a déjà été remarqué, dans l'état actuel du droit de l'Union, rien n'empêche de manière catégorique qu'un travailleur détaché soit considéré comme un « travailleur » au sens de l'article 45 du TFUE et donc puisse rentrer dans la définition d'un travailleur frontalier au sens de l'article 9(b) ;

Que dans son arrêt *Vander Elst* la Cour de Justice a considéré que « les travailleurs employés par une entreprise établie dans un État membre et qui sont envoyés temporairement dans un autre État membre en vue d'y effectuer une prestation de services ne prétendent aucunement accéder au marché de l'emploi de ce second État, dès lors qu'ils retournent dans leur pays d'origine ou de résidence après l'accomplissement de leur mission » (CJUE, arrêt du 9 août 1994., affaire C-43/93 *Vander Elst*, point 21 ; voir aussi arrêt du 25 octobre 2001, affaire C-49/98 *Finalarte*, point 22) ;

Qu'à l'inverse, dès lors qu'un travailleur détaché obtient le renouvellement de son contrat à plusieurs reprises, il ne peut être considéré comme ayant retourné dans son pays d'origine à la fin de sa mission, et ne peut a fortiori être exclu du statut de « travailleur » au sens de l'article 45 du TFUE ;

Que cette interprétation est par ailleurs en parfait accord avec une certaine jurisprudence de la Cour de Justice qui reconnaît le statut de « travailleur » au sens de l'article 45 du TFUE à un travailleur détaché (CJUE, arrêt du 26 janvier 1999, affaire C-18/95 *Terhoeve*) ;

Que s'il est vrai que l'article 56 du TFUE qui concerne la libre prestation des services y compris le détachement de travailleurs, cette disposition vise essentiellement le prestataire de service, c'est-à-dire l'employeur du travailleur détaché, alors que le travailleur détaché, lui, tombe sous le coup de l'article 45 du TFUE dès lors qu'il remplit la définition de « travailleur », à savoir toute personne qui fournit un travail pour l'un compte d'une autre et sous sa direction et pour lequel elle est rémunérée ;

Que c'est le cas en l'espèce dès lors que la requérante est salariée de la société « [...] Limited » et travaille sous la direction de la « [...] » sur le site du SHAPE à Mons ;

Que de plus la requérante a obtenu le renouvellement de sa mission à plusieurs reprises sans retourner au Royaume Uni et peut dès lors être considérée comme ayant accédée au marché de l'emploi belge, même de manière limitée, étant donné qu'elle n'a aucune intention de retourner au Royaume Uni ;

Que dès lors que la requérante rentre dans la définition de « travailleur » au sens de l'article 45 du TFUE, il peut dès lors bénéficier du statut de travailleur frontalier au sens de l'article 9(b) de l'Accord de retrait ;

Que dans ces conditions, en considérant dans la décision attaquée que la requérante n'a pas droit au petit trafic frontalier en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait au motif qu'un travailleur détaché ne peut revendiquer le statut de travailleur frontalier, la partie adverse a commis une erreur de droit qui méconnaît la portée de l'article 45 du TFUE et de l'article 9(b) de l'Accord de retrait ;

Qu'il résulte de ce qui précède que le moyen est fondé en sa troisième branche ; »

4. Discussion.

Le Conseil observe que la décision attaquée est fondée sur le constat que les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait ou du droit ou du renouvellement du droit au petit trafic frontalier en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait ne sont pas remplies dès lors que, d'une part, « *l'intéressée ne prouve pas qu'elle a exercé son droit à la libre circulation sur le territoire du Royaume avant la fin de la période de transition et ne peut donc pas se prévaloir du statut de bénéficiaire de l'accord de retrait en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants* » et, d'autre part, que « *l'intéressée ne peut se prévaloir [sic] du statut de travailleur frontalier au sens de l'accord de retrait* ».

4.1. Le champ d'application personnel de l'Accord de retrait.

4.1.1. L'un des objectifs de l'Accord de retrait vise à « *offrir une protection réciproque aux citoyens de l'Union et aux ressortissants du Royaume-Uni, ainsi qu'aux membres de leur famille respective, lorsqu'ils ont exercé leurs droits de libre circulation avant une date fixée dans le présent accord, et de garantir que les droits qu'ils tirent du présent accord sont opposables et fondés sur le principe de non-discrimination; reconnaissant aussi que les droits découlant de périodes d'affiliation à un régime de sécurité sociale devraient être protégés* » (6^{ème} considérant) (le Conseil souligne).

S'agissant plus précisément des citoyens britanniques, l'article 10 de l'Accord de retrait définit son champ d'application personnel en ces termes :

« 1. Sans préjudice du titre III, la présente partie s'applique aux personnes suivantes :

[...]

b) les ressortissants du Royaume-Uni qui ont exercé leur droit de résider dans un État membre conformément au droit de l'Union avant la fin de la période de transition [à savoir le 31 décembre 2020] et qui continuent d'y résider par la suite ;

[...]

d) les ressortissants du Royaume-Uni qui ont exercé leur droit en tant que travailleurs frontaliers dans un ou plusieurs États membres conformément au droit de l'Union avant la fin de la période de transition [à savoir le 31 décembre 2020] et qui continuent de le faire par la suite ;

e) les membres de la famille des personnes visées aux points a) à d), pour autant qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

[...] ».

S'agissant des travailleurs frontaliers, l'article 9 de l'Accord de retrait a spécifiquement défini ceux-ci de la façon suivante :

« [...]

b) "travailleurs frontaliers", les citoyens de l'Union ou les ressortissants du Royaume-Uni qui exercent une activité économique conformément à l'Article 45 ou 49 du TFUE dans un ou plusieurs États dans lesquels ils ne résident pas ;

[...] ».

4.1.2. La loi du 16 décembre 2020 relative aux bénéficiaires de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (ci-après : la loi du 16 décembre 2020) a mis en œuvre la « Deuxième partie - Droits des citoyens » de l'Accord de retrait en droit belge. Elle a ainsi ajouté parmi les définitions de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 les expressions « l'accord de retrait » et « bénéficiaire de l'accord de retrait » et a inséré un nouveau chapitre I^{ter} intitulé « Bénéficiaires de l'accord de retrait », comprenant un nouvel article 47/5.

L'article 47/5, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « *Les étrangers visés au présent chapitre sont tenus d'introduire une demande de statut de résident en tant que bénéficiaire de l'accord de retrait qui sera évaluée conformément aux conditions énoncées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, de l'accord de retrait, ou d'introduire une demande en vue d'obtenir un document indiquant les droits des travailleurs frontaliers* ».

À cette fin, l'arrêté royal du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers relatif aux bénéficiaires de l'accord sur

le retrait du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (ci-après : l'arrêté royal du 24 décembre 2020) a notamment inséré les articles 69*undecies* et suivants de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : l'arrêté royal du 8 octobre 1981), lesquels modalisent la manière dont les demandes doivent être introduites par les bénéficiaires de l'Accord de retrait afin de bénéficier de l'effet protecteur de celui-ci.

4.1.3. S'agissant des bénéficiaires de l'Accord de retrait du point de vue de la Belgique, l'Accord de retrait protège donc, d'une part, les citoyens britanniques qui ont exercé leur droit de résider en Belgique conformément au droit de l'Union européenne – c'est-à-dire conformément aux articles 21, 45 et 49 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après : le TFUE) et à la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n°1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE (ci-après : la directive 2004/38) –, en leur octroyant un statut de séjour.

D'autre part, il protège les citoyens britanniques qui ont fait usage de leur droit à la libre circulation en travaillant en Belgique sans y résider, à savoir les travailleurs frontaliers, en leur octroyant un statut qui ne protège que le droit au travail et le droit d'entrée et de sortie en Belgique.

S'agissant de ces derniers, le fait que l'article 9, b) de l'Accord de retrait fasse une référence explicite aux articles 45 et 49 du TFUE exclut les travailleurs détachés qui travaillent en Belgique sur base d'un droit dérivé de leur employeur de prester librement des services en Belgique sur base de l'article 56 du TFUE.

Il ressort clairement de ce qui précède que l'Accord de retrait ne s'applique pas aux travailleurs détachés. Ceux-ci n'ont en effet pas fait usage de leur liberté de circulation telle que définie aux articles 21, 45 et 49 du TFUE, mais ont effectué une prestation relevant de l'article 56 du TFUE, à savoir une prestation de services dans un État membre par un citoyen de l'Union établi dans un autre État membre de l'Union européenne. La situation des travailleurs détachés est le pendant de la libre prestation des services, qui donne le droit aux entreprises de fournir des services sur le territoire d'un autre État membre et de détacher temporairement leurs propres travailleurs sur le territoire dudit État membre à cette fin.

Le droit d'établissement prévu par l'article 49 du TFUE est le corollaire de l'article 45 du TFUE établissant la liberté de circulation des travailleurs. Il est un droit propre du citoyen de l'Union. Ainsi, ce droit d'établissement n'est pas prévu pour le travailleur détaché : il ne lui est pas nécessaire puisqu'il reste attaché à l'État membre dans lequel il a signé son contrat de travail.

4.2. Le statut de la partie requérante.

4.2.1. La directive 96/71/CE du Parlement Européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, telle que modifiée par la directive 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 (ci-après : la directive 96/71), s'applique notamment aux entreprises qui « *détache[nt] un travailleur, pour leur compte et sous leur direction, sur le territoire d'un État membre, dans le cadre d'un contrat conclu entre l'entreprise d'envoi et le destinataire de la prestation de services opérant dans cet État membre, pour autant qu'il existe une relation de travail entre l'entreprise d'envoi et le travailleur pendant la période de détachement* ».

Aux fins de l'application de cette directive, son article 2 définit le travailleur détaché comme « *tout travailleur qui, pendant une période limitée, exécute son travail sur le territoire d'un État membre autre que l'État sur le territoire duquel il travaille habituellement. [...], la notion de travailleur est celle qui est d'application dans le droit de l'État membre sur le territoire duquel le travailleur est détaché.* »

4.2.2. En l'espèce, suite à un contrat de consultance entre la société [L.A. I.C.], établie au Royaume-Uni, et la société [C.S.S.L.], également établie au Royaume-Uni et employeur de la partie requérante, cette dernière est appelée à exercer sa profession auprès de l'Agence [...] au SHAPE. Elle perçoit son revenu sur un compte bancaire britannique et s'acquitte de ses impôts au Royaume-Uni. Elle dispose également d'une couverture médicale émanant du National Health Service, le système de santé publique britannique. Le Conseil note également que la venue de la partie requérante en Belgique était directement motivée par l'exécution de son contrat.

La partie requérante doit donc être qualifiée de « travailleur détaché » au sens du droit européen.

En tant que travailleur détaché, la partie requérante n'est donc pas protégée par les dispositions de l'Accord de retrait.

4.3. Les prétentions de la partie requérante dans la première branche de son moyen unique visant la première partie de la décision attaquée.

4.3.1. Dans la première branche de son moyen unique, la partie requérante ne conteste pas avoir bénéficié du statut de travailleur détaché. Elle estime toutefois avoir fait usage de sa liberté de circulation en tant que titulaire de ressources suffisantes, de sorte qu'elle entend bénéficier de la protection de l'article 10 de l'Accord de retrait afin de garantir son droit de séjour en Belgique.

À ce sujet, comme l'indique la partie défenderesse, et ainsi que relevé par la partie requérante en termes de requête, la partie défenderesse a précisé dans l'une de ses communications aux ressortissants britanniques bénéficiant du statut de travailleur détaché ce qui suit : « Vous ne pouvez pas demander un statut de séjour en tant que salarié ou indépendant parce que votre travail en tant que travailleur détaché ne relève pas des articles 45 ou 49 du TFUE mais de l'article 56 du TFUE. Toutefois, vous pouvez demander le statut de bénéficiaire de l'accord en une autre qualité, en tant que personne disposant de ressources suffisantes si vous avez des revenus suffisants, en tant que membre de la famille d'un bénéficiaire britannique de l'accord de retrait ou en tant qu'étudiant » (voir : <https://dofi.ibz.be/fr/themes/third-country-nationals/brexit/fag>).

Interrogée par le Conseil lors de l'audience du 21 novembre 2022 sur la portée exacte de cette communication, la partie défenderesse a répondu qu'il n'y a pas eu d'élargissement de la portée de l'Accord de retrait. Pour pouvoir bénéficier de l'Accord de retrait, le ressortissant britannique doit bénéficier d'un droit de séjour en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants. Le simple fait de disposer de moyens de subsistance suffisants ne suffit pas pour pouvoir se revendiquer de l'Accord de retrait. Pour pouvoir en bénéficier, le ressortissant britannique doit, dans un premier temps, disposer de moyens de subsistance suffisants et, dans un second temps, être éligible c'est-à-dire avoir exercé son droit de résider dans un autre État membre avant la fin de la période de transition.

La partie requérante estime également que la communication de la partie défenderesse n'a pas étendu le champ d'application de l'Accord de retrait. Selon elle, un ressortissant britannique peut être à la fois un travailleur salarié et un titulaire de moyens de subsistance suffisants.

4.3.2.1. Le Conseil observe que la partie requérante n'était pas titulaire d'un titre de séjour valable au 31 décembre 2020.

Dans ce cas, conformément à l'article 18.1 de l'Accord de retrait, et selon l'article 47/5, § 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « *Les personnes visées à l'article 10, paragraphe 1^{er}, point b), de l'accord de retrait qui peuvent prouver qu'elles ont exercé leur droit de séjour sans être titulaires d'un titre de séjour valable doivent fournir la preuve qu'elles résidaient déjà en tant que citoyen Britannique sur le territoire avant la fin de la période de transition et justifier leur demande au moyen de tous les documents visés à l'article 18, paragraphe 1^{er}, point k), de l'accord de retrait* ».

De même, en vertu de l'article 69^{duodécies}, § 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, « *§ 3. Lors de la demande ou au plus tard dans les trois mois suivant la demande, les personnes visées à l'article 69^{undécies}, 1° et 2°, qui ne sont pas en possession d'une attestation d'enregistrement valable, d'un document valable attestant de la permanence du séjour ou d'un document valable pour travailleur frontalier avant la fin de la période de transition doivent produire les documents suivants :*

1° une copie du passeport valable ou, pour les ressortissants du Royaume-Uni, de la carte d'identité valable de l'intéressé ;

2° un extrait de casier judiciaire ou un document équivalent, visés à l'article 47/5, § 4, alinéa 2, de la loi, si l'intéressé a plus de dix-huit ans ;

3° selon le cas, la preuve de la qualité en laquelle il a exercé conformément au droit de l'Union et avant la fin de la période de transition, son droit de séjour ou son droit en tant que travailleur frontalier, visée à l'article 50, § 2, 1° à 5°, ou, s'il n'est pas possible de produire les preuves visées à l'article 50, § 2, 1° -3°, toute autre preuve qu'il a exercé un de ces droit [sic] ;

[...] ».

4.3.2.2. La partie requérante devait donc, pour pouvoir bénéficier de l'Accord de retrait, apporter la preuve de la qualité avec laquelle elle prétend avoir exercé son droit de séjour de plus de trois mois en Belgique conformément au droit de l'Union européenne, à savoir en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants.

À ce sujet, l'article 7 de la directive 2004/38 dispose que :

« 1. Tout citoyen de l'Union a le droit de séjourner sur le territoire d'un autre État membre pour une durée de plus de trois mois :

[...]

b) s'il dispose d'une assurance maladie complète dans l'État membre d'accueil et garantit à l'autorité nationale compétente, par le biais d'une déclaration ou par tout autre moyen équivalent de son choix, qu'il dispose de ressources suffisantes pour lui-même et pour les membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'État membre d'accueil au cours de leur période de séjour ;

[...] ».

L'article 40, § 4, de la loi du 15 décembre 1980 précise que :

« § 4. Tout citoyen de l'Union a le droit de séjourner dans le Royaume pour une période de plus de trois mois s'il remplit la condition prévue à l'article 41, alinéa 1^{er} et :

[...]

2° ou s'il dispose pour lui-même de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'aide sociale du Royaume au cours de son séjour, et d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques dans le Royaume;

[...]

Les ressources suffisantes visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, doivent au moins correspondre au niveau de revenus sous lequel la personne concernée peut bénéficier d'une aide sociale. Dans le cadre de l'évaluation des ressources, il est tenu compte de la situation personnelle du citoyen de l'Union, qui englobe notamment la nature et la régularité de ses revenus et le nombre de membres de la famille qui sont à sa charge.

Le Roi fixe les cas dans lesquels le citoyen de l'Union est considéré comme remplissant la condition de ressources suffisantes visée à l'alinéa 1^{er}, 2° ».

Selon l'article 50, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, *« § 2. Lors de la demande ou au plus tard dans les trois mois après la demande, le citoyen de l'Union, selon le cas, doit produire les documents suivants :*

[...]

4° citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 2° de la loi :

a) la preuve de ressources suffisantes qui peut comprendre une allocation d'invalidité, une allocation de retraite anticipée, une allocation de vieillesse ou une allocation d'accident de travail ou une assurance contre les maladies professionnelles. Tant les moyens dont le citoyen de l'Union dispose personnellement que les moyens de subsistance qu'il obtient effectivement par l'intermédiaire d'une tierce personne sont pris en compte; et

b) une assurance maladie;

[...] ».

En l'espèce, la partie requérante estime notamment que les ressources dont elle dispose, qui proviennent de son activité de travailleur détaché, sont la preuve du fait qu'elle est titulaire de moyens de subsistance suffisants.

Or, contrairement à ce que soutient la partie requérante, et même si la directive 2004/38 ne fournit aucune information sur la provenance des ressources suffisantes, le Conseil estime, au regard de l'économie générale de ladite directive, dont l'objectif était de *« codifier et de revoir les instruments communautaires existants qui visent séparément les travailleurs salariés, les non-salariés, les étudiants et autres personnes sans emploi en vue de simplifier et de renforcer le droit à la liberté de circulation et de séjour de tous les citoyens de l'Union »* (3^{ème} considérant de ladite directive), que le ressortissant britannique qui prétend être titulaire de ressources suffisantes ne peut trouver celles-ci dans les ressources tirées de son activité professionnelle de travailleur détaché dans l'État membre d'accueil.

Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par l'article 18.1.k.ii) de l'Accord de retrait qui, lorsqu'il se réfère à l'article 7.1.b) de la directive 2004/38, soit les citoyens de l'Union titulaires de ressources suffisantes, invite les bénéficiaires de l'Accord de retrait à fournir « en tant que personnes économiquement inactives, la preuve qu'ils disposent de ressources suffisantes pour eux-mêmes et les membres de leur famille afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'État d'accueil au cours de leur séjour, et d'une assurance maladie complète dans l'État d'accueil ; [...] » (le Conseil souligne).

Adopter la position défendue par la partie requérante reviendrait à reconnaître au citoyen de l'Union deux statuts incompatibles.

À cet égard, la partie défenderesse ne dit pas autre chose dans les informations communiquées aux ressortissants britanniques présents sur son territoire, sous la question « Vous êtes un ressortissant britannique qui a séjourné en Belgique en tant que personne économiquement active, disposant de moyens de subsistance suffisants ou en tant qu'étudiant avant le 31 décembre 2020 mais ne disposez pas d'un titre de séjour valable » :

« Pour introduire votre demande, vous devez vous inscrire auprès de la commune ou vous séjourner [sic] normalement :

- votre carte d'identité ou votre passeport en cours de validité ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de 6 mois (depuis le 01/01/2021 avec apostille) ;
- la preuve que vous avez exercé votre droit à la libre circulation en tant que personne économiquement active (en tant que salarié ou indépendant), ou en tant que personne disposant de moyens de subsistance suffisants ou encore en tant qu'étudiant. À cette fin, les mêmes moyens de preuve seront acceptés que pour les citoyens de l'Union :

[...]

- Moyens de subsistance suffisants : preuve que vous disposez de moyens de subsistance suffisants (prestations de sécurité sociale (en Belgique ou dans un autre État membre), revenus du travail dans un autre État membre, moyens de subsistance obtenus par l'intermédiaire d'un tiers, etc.) et preuve d'une assurance maladie (preuve d'une mutuelle belge, d'une assurance maladie privée, d'une assurance maladie publique étrangère) ;

[...] » (le Conseil souligne).

Ce faisant, la partie défenderesse n'a pas admis que les travailleurs détachés britanniques pouvaient utiliser les ressources dont ils disposent grâce à leur qualité de travailleurs détachés pour prouver leur qualité de titulaire de ressources suffisantes.

En ce que la partie requérante fait valoir que « la requérante disposait pendant la période de transition qui a pris fin le 31.12.2020 de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système belge d'aide sociale et d'une assurance maladie », le Conseil observe que ces ressources proviennent de son activité de travailleur détaché.

Le Conseil relève que la partie requérante a eu l'opportunité, pendant la période de transition, de trouver une autre source de revenu, indépendante de son travail en tant que travailleur détaché, par exemple en tant que travailleur indépendant ou en tant qu'employé auprès d'une entreprise établie en Belgique, ce qu'elle n'a pas fait.

Partant, indépendamment des conditions consistant à résider sur le territoire belge et à disposer d'une assurance maladie, la partie requérante ne prouve en tout état de cause pas disposer de ressources suffisantes et donc avoir fait usage de son droit de libre circulation, tel que précisé dans la directive 2004/38. Elle ne peut donc bénéficier de l'Accord de retrait puisqu'au regard du droit communautaire, la partie requérante a uniquement exercé son statut de travailleur détaché.

Au vu de ce constat, il n'y a pas lieu d'examiner les arguments de la partie requérante portant sur un contrat de bail de résidence principale, ses fiches de paies ou son assurance maladie, lesquels sont inopérants.

4.3.2.3. Le Conseil estime que la partie requérante effectue une lecture biaisée de la communication de la partie défenderesse. Cette dernière communication ne pourrait avoir pour effet de modifier l'ordonnancement juridique en assimilant le travailleur détaché au titulaire de moyens de subsistance suffisants alors que les États Membres et le Royaume-Uni ont écarté cette possibilité de l'Accord de retrait.

La partie défenderesse informe uniquement les intéressés qu'il est possible, s'ils répondent aux conditions prévues par la directive 2004/38, de solliciter un droit de séjour en tant que citoyen de l'Union européenne ayant fait usage de son droit de libre circulation ou en tant que membre de la famille d'un tel citoyen ou en tant qu'étudiant. Cette communication ne signifie pas que ses destinataires sont reconnus d'emblée comme étant dans les conditions prévues par la directive 2004/38.

Quant au courrier de la Ville de Mons, s'il indique que celle-ci ne faisait pas de distinction entre les travailleurs frontaliers et les travailleurs détachés avant l'Accord de retrait, en leur remettant une annexe 15, il ne peut être admis qu'elle considère, *contra legem*, que « lorsqu'un britannique a obtenu une annexe 15 avant le 31.12.2020, il est considéré désormais comme ayant ouvert son droit à la libre circulation ». Il ne lui appartient d'ailleurs pas de se prononcer sur le statut à reconnaître au citoyen de l'Union ou au ressortissant britannique.

La Ville de Mons reste par contre tenue de transmettre toute demande de titre de séjour à l'autorité compétente afin que celle-ci vérifie que le ressortissant britannique, qui fait valoir disposer d'un autre statut que celui de travailleur détaché, dispose effectivement de celui-ci.

Contrairement à ce que soutient la partie requérante, le « simple fait de sa présence sur le territoire national avant la fin de période de transition conformément à l'article 10.1, point b) de l'Accord de retrait » ne permet pas de conclure que « la requérante tombe forcément dans le champ d'application de l'Accord de retrait », à défaut pour cette dernière d'avoir démontré qu'elle séjournait sur le territoire belge en qualité de citoyen de l'Union titulaire de ressources suffisantes, visé à l'article 7.1.b) de la directive 2004/38.

Au surplus, le Conseil tient à relever qu'il ressort de la communication de ladite Ville de Mons qu'elle a invité par précaution les ressortissants britanniques à introduire une demande de permis unique.

Enfin, en ce que la partie requérante se prévaut d'informations trouvées sur une base de données non publique, destinée à l'usage unique des administrations communales, la partie requérante ne démontre pas que ces informations se soient traduites dans une ligne de conduite de l'administration à laquelle elle aurait pu se fier.

4.3.2.4. L'article 69*duodecies*, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 prévoit que « *Les personnes visées à l'article 69undecies introduisent une demande pour le statut de bénéficiaire de l'accord de retrait auprès de l'administration communale de leur lieu de résidence au moyen d'un document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 58.*

[...]

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les personnes visées à l'article 69undecies, 2^o, introduisent leur demande auprès de l'administration communale du lieu où elles sont employées ».

Le sixième paragraphe, alinéa 1^{er}, de la même disposition dispose que « *Le bourgmestre ou son délégué accorde immédiatement le droit de séjour ou le droit au petit trafic frontalier aux personnes visées au § 2 qui produisent tous les documents de preuve requis dans le délai imparti à l'article 47/5, § 3, de la loi et dont l'extrait du casier judiciaire ne mentionne aucune condamnation* ». Les personnes visées au deuxième paragraphe sont les ressortissants britanniques « *qui sont déjà en possession d'une attestation d'enregistrement valable, d'une carte de séjour valable en tant que membre de la famille d'un citoyen de l'Union, d'un document valable attestant de la permanence du séjour, de la carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union valable ou d'un document valable pour les travailleurs frontaliers* ».

Or, outre le fait que la partie requérante n'était pas titulaire d'un titre de séjour valable au 31 décembre 2020, le Conseil ne peut que constater que les attestations pour signaler sa présence en qualité de travailleur salarié (annexe 15) remises à la requérante les 19 décembre 2019 et 9 décembre 2020 ne peuvent être considérées comme valables dès lors que la partie requérante ne disposait pas de la qualité de « travailleur frontalier » mentionnée sur lesdites annexes.

Le Conseil estime utile de rappeler la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) a jugé que la directive 2004/38 s'opposait à la délivrance d'un titre de séjour à l'étranger qui ne remplissait pas les conditions pour l'obtenir (cf. CJUE, 27 juin 2018, *I. Diallo c/ État belge*, C-246/17, § 56).

En outre, les attestations d'enregistrement, telles les annexes 15 remises à la partie requérante, au contraire du titre de séjour, n'ont pas de valeur déclarative.

C'est donc à juste titre qu'en application du paragraphe 5, alinéa 1^{er}, de l'article 69*duodecies* susvisé, l'autorité communale a transmis la demande à la partie défenderesse, laquelle selon le paragraphe 7, accordera « *une carte de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait, une carte de séjour permanent pour les bénéficiaires de l'accord de retrait ou une carte pour le petit trafic frontalier pour les bénéficiaires de l'accord de retrait, établie conformément au modèle figurant respectivement aux annexes 53, 54 ou 55* » ou refusera d'accéder à la demande, comme en l'espèce, « *et, le cas échéant, délivre à la personne concernée un ordre de quitter le territoire. Le bourgmestre ou son délégué notifie les deux décisions au moyen d'un document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 59* », sous réserve de la possibilité de solliciter des documents supplémentaires en appui de la demande.

Enfin, au vu de la répartition des compétences entre l'administration communale et le ministre ou son délégué, lorsqu'ils statuent dans le cadre des demandes introduites en application de l'article 47/5 de la loi du 15 décembre 1980, l'administration communale n'est compétente, pour accorder un droit de séjour, que dans les cas visés à l'article 69*duodecies*, § 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. La partie requérante ne relevant pas de ce cas de figure, elle ne peut alléguer la « confiance légitime » qui découlerait de l'annexe 58 lui délivrée par l'administration communale de la ville de Saint-Ghislain le 24 novembre 2021.

4.3.3. Le Conseil conclut qu'il n'y a pas lieu de poser à la CJUE la question préjudicielle suggérée dès lors que les ressources obtenues par le travailleur détaché dans le cadre de son détachement ne peuvent être prises en considération en tant que ressources suffisantes au sens de l'article 7.1.b) de la directive 2004/38 et de l'article 10 de l'Accord de retrait.

4.4. Les prétentions de la partie requérante dans la troisième branche de son moyen unique visant la seconde partie de la décision attaquée.

4.4.1 Sur la troisième branche de son moyen unique, le Conseil estime que la partie défenderesse a, à juste titre, estimé que « *bien qu'elle ait produit des annexes 15 lui ayant été délivrées par la commune de Mons en date du 19/12/2019 et du 09/12/2020, l'intéressée ne peut se prévalloir [sic] du statut de travailleur frontalier au sens de l'accord de retrait. En effet, conformément à l'article 69*undecies*, §1, alinéa 1, 2° de l'arrêté royal [du 8 octobre 1981], peuvent bénéficier de l'accord de retrait les ressortissants du Royaume-Uni qui travaillaient comme travailleur frontalier au sens de l'article 9, sous b), en Belgique avant la fin de la période de transition. Or, la requérante n'a jamais travaillé en Belgique comme frontalier au sens de l'article 9, sous b) de l'accord de retrait. De fait, les documents fournis démontrent qu'elle exerçait son activité en Belgique en tant que prestataire de services sous le statut de travailleur détaché (par le truchement d'une société basée au Royaume-Uni [...]) [...]* ».

À cet égard, la partie requérante fait valoir que « contrairement à ce que soutient la partie adverse, la notion de « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE est capable d'englober des relations de travail autre [sic] que celle qui implique l'exercice d'une activité salariée dans l'État membre d'accueil conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux ». Elle soutient que « dans l'état actuel du droit de l'UE rien n'empêche de manière catégorique qu'un travailleur détaché soit considéré comme « travailleur » au sens de l'article 45 TFUE dès lors que la personne concernée accomplit, pendant un certain temps, en faveur d'une autre et sous la direction de celle-ci, des prestations en contrepartie desquelles la première perçoit une rémunération ». Elle soutient donc en substance, et ce afin de pouvoir bénéficier de l'Accord de retrait au titre de « travailleur frontalier », qu'aucun instrument n'interdit qu'un « travailleur détaché » puisse être un « travailleur » au sens de l'article 45 du TFUE.

4.4.2. Le Conseil observe que la notion de « travailleur », au sens de l'article 45 du TFUE, telle que définie par la jurisprudence de la CJUE « *doit être définie selon des critères objectifs qui caractérisent la relation de travail en considération des droits et devoirs des personnes concernées. Or, la caractéristique essentielle de la relation de travail est la circonstance qu'une personne accomplit, pendant un certain temps, en faveur d'une autre et sous la direction de celle-ci, des prestations en contrepartie desquelles elle touche une rémunération* » (CJUE, 3 juillet 1986, *D. Lawrie-Blum c. Land Baden-Württemberg*, C-66/85, § 17). Pour être considérée comme « travailleur », la personne concernée doit donc répondre à trois critères cumulatifs : accomplir une prestation, en faveur d'une autre personne, en contrepartie d'une rémunération.

Si la partie requérante prétend répondre à ces conditions et soutient qu'« aucun instrument de l'Union n'écarte explicitement la possibilité pour un travailleur détaché d'invoquer le statut de travailleur ou de travailleur frontalier », il n'en reste pas moins une différence essentielle entre le statut de « travailleur », frontalier ou non, et le statut de travailleur détaché, à savoir l'exercice de la liberté de circulation par le citoyen européen, ou non. En effet, si la CJUE a opté pour une définition large de la notion de « travailleur », il ne saurait être question de confusion entre les notions de « travailleur détaché » et de « travailleur frontalier ».

Le « travailleur détaché » est celui qui n'a pas exercé sa liberté de circulation mais travaille pour le compte d'une entreprise établie dans un État membre qui fournit un service à une entreprise établie dans un autre État membre, conformément à l'article 56 du TFUE. Quant au « travailleur frontalier » il est celui qui travaille pour le compte d'une entreprise établie dans l'État membre dans lequel il exerce son travail, au sens de l'article 45 du TFUE, tout en résidant sur le territoire d'un autre État membre.

Le Conseil ne peut une nouvelle fois que constater que la partie requérante accomplit une prestation sous la surveillance et pour le compte d'une entreprise établie au Royaume-Uni, laquelle lui fournit une rémunération en échange de cette prestation.

La partie requérante ne peut donc se prévaloir de la qualité de travailleur frontalier.

4.4.3. S'agissant de l'argumentation de la partie requérante aux termes de laquelle l'interprétation donnée de l'Accord de retrait par la Commission « n'est pas juridiquement contraignante dès lors qu'elle n'est pas contenue dans le texte de l'Accord de retrait et ne trouve d'origine dans aucun règlement ou directive de droit européen », le Conseil observe qu'effectivement, la communication de la Commission précise être « purement informative et ne constitue pas un complément à l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne de l'énergie atomique. Bien que la note d'orientation ait été élaborée par le personnel de la Commission européenne, les opinions qui y sont exprimées ne doivent pas être interprétées comme une position officielle de la Commission européenne ».

Toutefois, il ressort de l'article 9, b) de l'Accord de retrait que les « *travailleurs frontaliers* » sont « *les citoyens de l'Union ou les ressortissants du Royaume-Uni qui exercent une activité économique conformément à l'Article 45 ou 49 du TFUE dans un ou plusieurs États dans lesquels ils ne résident pas* ». Partant, la Commission ne commet aucune erreur lorsqu'elle indique que « les personnes qui exercent uniquement les droits découlant de l'article 56 TFUE ne sont pas couvertes par l'accord [voir également les orientations relatives à l'article 30 paragraphe 1, point e), du titre III de l'accord]. L'accord ne confère aucun droit aux travailleurs détachés de rester dans l'État d'accueil après la fin de la période de transition ». Le Conseil observe également que l'article 30 de l'Accord sur le retrait vise la coordination des systèmes de sécurité sociale et non la libre circulation des citoyens de l'Union et des ressortissants britanniques.

Le Conseil ne peut davantage suivre la partie requérante lorsque celle-ci allègue que la Commission « soutient l'idée selon laquelle les travailleurs détachés devaient être assimilés aux travailleurs aux fins de la directive 2004/38 ». Cette thèse ne ressort aucunement du Portail Europa dont se prévaut la partie requérante, qui néglige ce faisant de prendre en considération l'ensemble des informations mises à la disposition des citoyens de l'Union par le biais de ce vecteur de communication. Au demeurant, quand ce site précise que « Vous avez le droit de résider dans tout pays de l'UE dans lequel vous travaillez comme salarié, indépendant ou travailleur détaché », il établit précisément la différence contestée par la partie requérante entre le travailleur salarié, le travailleur indépendant et le travailleur détaché (cf. https://europa.eu/youreurope/citizens/residence/residence-rights/workers/index_fr.htm).

4.4.4. Les documents versés au dossier par la partie requérante ne permettent pas d'établir « qu'elle travaille en Belgique en tant que membre du personnel contractuel de la " [... - agence du Shape] " ». Le Conseil observe que le contrat dont il est question a été signé entre une entreprise britannique et la [... - agence du Shape] et que c'est bien cette entreprise britannique qui rémunère la partie requérante. Il en est également ainsi des fiches de salaires et extraits bancaires qui démontrent, au contraire de ce qui est allégué en termes de requête, que la partie requérante fournit un travail en Belgique pour le compte d'une entreprise établie au Royaume-Uni, sous la direction de cette entreprise, qui lui fournit une rémunération. La partie requérante reste en défaut d'établir un lien de travail direct entre elle et la [... - agence du Shape].

4.4.5. En outre, le Conseil rappelle que la directive 96/71 garantit aux travailleurs détachés, sur le fondement de l'égalité de traitement, des – ou de toutes les, selon la durée du détachement – conditions de travail et d'emploi fixées notamment « par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives » dans l'État membre sur le territoire duquel le travail est exécuté.

La partie requérante procède donc d'une interprétation erronée de la décision attaquée lorsqu'elle estime que la partie défenderesse commet une faute en affirmant que la partie requérante « *n'a pas apporté la preuve qu'elle exerçait une activité salariée en Belgique conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux* ». En effet, la partie défenderesse a fondé son raisonnement sur le fait que la partie requérante « *n'a pas apporté la preuve qu'elle exerçait une activité salariée en Belgique* » dès lors que « *les documents produits attestent d'une prestation de service en tant que travailleur détaché confirmée par la production d'un certificat de déclaration de Limosa* », et non sur le fait que cette activité aurait été ou non prestée « *conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux* ».

Au demeurant, une telle déclaration est rendue obligatoire par l'article 139, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 qui dispose que « *Préalablement à l'occupation d'un travailleur salarié détaché sur le territoire belge, son employeur, ou un préposé ou mandataire de celui-ci doit effectuer une déclaration par voie électronique, auprès de l'Office national de sécurité sociale, établie conformément à l'article 140, selon les modalités déterminées par le Roi* ».

Or, il appert du dossier administratif qu'une déclaration de Limosa a été remplie au nom de la partie requérante par l'entreprise [C.S.S.L.] en vue de détacher celle-ci auprès du Shape.

4.4.6. Le Conseil estime qu'il n'y a pas lieu d'examiner la question de l'affiliation de la partie requérante à un régime de sécurité sociale, dès lors que cette question n'est pas pertinente pour la résolution du cas d'espèce.

4.5. Les prétentions de la partie requérante dans la deuxième branche de son moyen unique.

4.5.1. Dans la deuxième branche de son moyen unique, la partie requérante invoque tout d'abord la violation de l'article 18.1. o) de l'Accord de retrait, dès lors que la partie défenderesse « a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire à l'encontre de la requérante au motif qu'elle n'aurait pas fourni la preuve d'avoir exercé le droit à la libre circulation avant la fin de la période de transition à savoir le 31.12.2020 et ce sans lui donner la possibilité de fournir des preuves supplémentaires ».

L'article 18.1.o), qui se trouve dans la « Deuxième partie - Droits des citoyens » de l'Accord de retrait, précise que « *L'État d'accueil peut exiger des citoyens de l'Union ou des ressortissants du Royaume-Uni, des membres de leur famille respective et des autres personnes qui résident sur son territoire dans les conditions énoncées au présent titre, qu'ils demandent un nouveau statut de résident qui leur confère les droits prévus au présent titre et un document attestant ce statut, qui peut être sous forme numérique. La demande d'un tel statut de résident est soumise aux conditions suivantes :*

[...]

o) les autorités compétentes de l'État d'accueil aident les demandeurs à prouver leur éligibilité et à éviter toute erreur ou omission dans leur demande; elles donnent aux demandeurs la possibilité de fournir des preuves supplémentaires et de corriger les lacunes, erreurs ou omissions éventuelles ».

Le Conseil observe que la partie requérante prétend que « dans l'hypothèse où la partie adverse aurait invité la requérante à fournir des preuves supplémentaires quant à sa situation, la requérante aurait pu facilement fournir les preuves supplémentaires qui auraient dû conduire la partie adverse à constater qu'elle rentrait dans les conditions pour pouvoir revendiquer le statut de bénéficiaire de l'Accord de retrait et fonder un droit de séjour de plus de trois mois sur la base des articles 47/5 §1 et 40, §4, 2° de la loi du 15 décembre 1980 en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants ».

La partie requérante mentionne notamment que « la requérante aurait aussi pu fournir d'autres preuves quant à ses ressources et notamment le fait qu'il perçoit un salaire de sa société personnelle » [C.S.S.L.] » (voir tableau récapitulatif des fiches de paie pour les mois de mai 2019 à mars 2022; pièce 26) et que sa rémunération est complétée par sa participation dans les bénéfices générées par la société qui l'emploie et dont elle est la seul actionnaire (voir extrait du registre britannique des sociétés et les rapport du comptable pour les exercices 2020 et 2021 ; pièces 34 à 36) ».

Or, le Conseil ne peut que rappeler les développements qu'il a tenus *supra*, dès lors que les seules ressources qui sont de nouveau alléguées par la partie requérante dans le cadre de la deuxième branche du moyen unique sont celles découlant de son activité de travailleur détaché, lesquelles ne permettent pas de prouver qu'elle a fait usage de son droit de séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de ressources suffisantes.

4.5.2. Au vu de ce constat, il n'y a pas lieu d'examiner les autres arguments que la partie requérante développe dans la deuxième branche de son moyen unique ni de poser à la CJUE la question préjudicielle suggérée.

4.6. Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la partie requérante ne démontre pas la violation par la partie défenderesse des dispositions et principes qu'elle vise dans son moyen, de sorte que celui-ci n'est pas fondé.

5. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en annulation est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze avril deux mille vingt-trois par :

Mr G. PINTIAUX,
Mme S. GOBERT
Mme J. MAHIELS

président f.f., juge au contentieux des étrangers,
juge au contentieux des étrangers,
juge au contentieux des étrangers,

Mr. A. D. NYEMECK,

greffier.

Le greffier,

Le président,

A. D. NYEMECK

G. PINTIAUX